

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LES
AUXILIAIRES SOCIALES

**La participation du Service Social au fonctionnement
des Institutions protectrices
de la maternité et de la première enfance**

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES
(*Économiques et Politiques*)

présentée et soutenue le 2 Juin 1928

PAR

Pierre R. LEVY-FALCO

Président : M MESTRE

Suffragants : MM. LESCURE
ROUAST

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel, 49



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547904_0055

LES AUXILIAIRES SOCIALES

**La participation du Service Social au fonctionnement
des Institutions protectrices
de la maternité et de la première enfance**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
Thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs**

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LES AUXILIAIRES SOCIALES

La participation du Service Social au fonctionnement
des Institutions protectrices
de la maternité et de la première enfance

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-SCIENCES
(*Économiques et Politiques*)

présentée et soutenue le 2 Juin 1928

PAR

Pierre R. LEVY-FALCO

Président : M. MESTRE

Suffragants : MM. LESCURE

ROUAST

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel, 49



INTRODUCTION

Les services auxiliaires des armées se classent parmi leurs services vitaux. Obscure, l'œuvre que ces services ont accomplie durant la guerre de 1914-1918 n'en a pas moins été capitale. L'administration d'un peuple en armes, la comptabilité des sommes jetées dans une lutte dont l'envergure fut sans précédent dans l'histoire, le ravitaillement des combattants et l'évacuation des blessés, l'approvisionnement des vivres, des fourrages, la fabrication des munitions, l'entretien d'un matériel immense de transports, d'artillerie et d'aviation, le recueillement des renseignements, telles sont quelques-unes des tâches auxquelles les services auxiliaires des Armées de la République ont efficacement participé.

La guerre n'est pas le seul fléau du genre humain, si elle est le plus dévastateur. Dans la paix, c'est le paupérisme et ses conséquences néfastes, ce sont les logements malsains, c'est la mortinatalité et la mortalité infantile, ce sont les maladies sociales que combattent les institutions d'hygiène et d'aide sociales. Elles aussi, ces institutions ont leurs services auxiliaires. Les organes de ces services, infirmières visiteuses ou assistantes sociales, surintendantes d'usines ou assistantes d'hygiène scolaire, sont, en effet, les auxiliaires sociales du gynécologue et du psychiatre, du chef de service hospitalier et du juge au tribunal pour enfants, de l'industriel et de l'instituteur.

Modeste, la part prise par ces auxiliaires sociales à la lutte entamée, en France, contre la maladie et la misère par les pouvoirs publics et les initiatives privées n'en est pas moins essentielle. C'est leur participation au fonctionnement des institutions protectrices de la maternité et de la première enfance qu'après avoir défini leur rôle et

avoir esquissé, en même temps que les principes de leur formation, ceux de la technique qu'elles mettent en œuvre, nous nous proposons d'étudier ici, à titre d'exemple, et parce que la mère et l'enfant sont, dans la France d'aujourd'hui, l'une, l'artisan, l'autre, la promesse de la France de demain.

CHAPITRE PREMIER

LE RÔLE DES AUXILIAIRES SOCIALES

Les auxiliaires sociales sont les organes des services sociaux. C'est donc de la nature de ces services que doit se déduire le rôle joué, dans le fonctionnement des institutions d'hygiène et d'aide sociales, par ces auxiliaires.

Avant de définir ce rôle, résolvons par conséquent les questions suivantes :

Comment définir les services sociaux ?

Comment les classer ?

§ 1^{er} ESSAI DE DÉFINITION DES SERVICES SOCIAUX

« En transformant, a écrit Renan, tous nos services sociaux en administrations, la Révolution a créé une nation dont l'avenir est peu assuré. » ⁽¹⁾

C'est dans le sens de services publics que l'auteur de « l'Histoire des Origines du Christianisme » a employé, en la circonstance, l'expression de services sociaux. C'est dans un sens singulièrement plus limité qu'ici nous employons cette expression.

Nous définirons, en effet, les services sociaux : des services auxiliaires des institutions d'hygiène et d'aide sociales, institutions dont, au sein des administrations publiques, des entreprises et des œuvres privées, ils amé-

(1) V. Edouard Herriot, *Confession d'un radical-socialiste*, article paru dans « La Revue des Vivants » de mars 1928, p. 542. « J'admets, avec M. Léon Blum, la reprise par l'Etat des services publics ou d'un *service social* comme celui des assurances ». *Service social* est ici employé dans le sens de *service d'intérêt général*.

liorent le rendement en vue de pourvoir, par l'aide préventive, aux besoins d'origine sociale de l'homme ⁽¹⁾.

La terminologie qu'emploient les techniciens de l'assistance sociale est conforme à cette définition. Cette terminologie a été, elle-même, sanctionnée par des textes réglementaires.

A quels services les techniciens de l'assistance sociale appliquent-ils, en premier lieu, la dénomination de services sociaux ?

C'est ce que nous examinerons à la clarté des exemples suivants.

Le « Service Social à l'Hôpital » ⁽²⁾, auxiliaire de nombreux services hospitaliers, à Paris et dans le département de la Seine, « est, écrit le Docteur E. Rist, un instrument simple et pratique, conçu pour améliorer le rendement économique et social du travail hospitalier, et pour rendre aussi productives que possible les dépenses que s'imposent les collectivités, en vue d'entretenir leurs hôpitaux » ⁽³⁾.

Quant au « Service Social de l'Enfance en Danger Moral » ⁽⁴⁾, auxiliaire du Tribunal pour Enfants du département de la Seine, « il sert de liaison, écrit M^{me} Olga A. Spitzer, entre la famille de l'enfant, l'enfant lui-même et le magistrat » ⁽⁵⁾.

(1) La valeur de cette définition n'est nullement absolue. Etudiant le service social des cas individuels, « je vais essayer, a écrit Mary E. Richmond, d'en donner une définition provisoire. » (Mary E. Richmond, *Les méthodes nouvelles d'Assistance*, traduction de M^{me} de Chary et du D^r Sand, p. 85. Alcan, Paris, 1926). Etudiant les services sociaux, nous n'avons pas voulu faire autre chose.

(2) Siège social et Administration, 44, rue de Lisbonne, Paris (8^e).

(3) Procès-verbal de la troisième Assemblée générale du « Service Social à l'Hôpital », le 14 février 1927, p. 4.

(4) Siège social, 36, quai des Orfèvres, Paris (1^{er}). Bureaux 4, rue Surcouf, Paris (7^e).

(5) Rapport du 1^{er} avril 1926, p. 5, sur le « Service Social de l'Enfance en danger moral ».

Les services sociaux d'une usine sont, enfin, aux termes mêmes employés par le Bulletin de l'Association des Surintendantes de France, « toutes les organisations qui ont trait à la bonne santé physique et à la bonne tenue morale du personnel de l'usine » ⁽¹⁾.

En résumé, à l'hôpital, au tribunal et à l'usine, le service social est l'auxiliaire du médecin, du magistrat, ainsi que du chef d'industrie. A l'école, le service social est l'auxiliaire du corps enseignant et de l'inspection médicale scolaire ; au sein de la famille, enfin, il seconde la mère de famille.

La dénomination de services sociaux, appliquée aux services auxiliaires des institutions d'hygiène et d'aide sociales a-t-elle été, en second lieu, sanctionnée par des textes officiels ?

L'affirmative se déduit du fait que « Le Service Social à l'Hôpital » a été, par décret en date du 4 juillet 1922, reconnu d'utilité publique, la reconnaissance d'utilité publique de « l'Association des Surintendantes d'Usines et de Services Sociaux » ayant, d'autre part, été prononcée par décret du 2 Juillet 1923 ⁽²⁾.

(1) Extrait de l'article 3 d'un règlement-type paru en août 1920, dans le deuxième bulletin de l'Association des Surintendantes de France.

Cf. : l'article de M^{me} Elisabeth-D. Newcomb, présidente du « Welfare Workers Institute » de Londres, sur le *Service social dans l'Industrie en Grande-Bretagne*, article paru dans la « Revue Internationale du Travail », n° d'Avril 1922, et cité par M. Pierre de Maisonneuve, dans sa remarquable thèse sur *les Institutions sociales en faveur des Ouvrières d'Usine*, p. 263 :

« Le service social, dans les établissements industriels et commerciaux, est l'activité consacrée par la direction de ces établissements à organiser et à maintenir des conditions de travail qui assurent à chaque travailleur : a) le confort matériel ; b) l'occasion de mettre à profit ses aptitudes... ; c) les moyens de développer toutes ses facultés naturelles ».

(2) L'article premier des statuts de l'Association des Surintendantes, statuts au vu desquels le décret prononçant la reconnaissance d'utilité publique de l'Association a été rendu, s'exprime ainsi :

« L'Association dite *Association des Surintendantes d'usines et*

Par leur rendement passé, en définitive, aussi bien que par les promesses de perfectionnement social dont est riche leur développement futur, les services sociaux ont conquis en France, en dépit de leur dénomination indiscutablement amphibologique ⁽¹⁾, leurs lettres de grande naturalisation ⁽²⁾.

Entamons maintenant l'analyse des caractères des

de services sociaux, fondée en 1917, a pour but de préparer des femmes capables de diriger les *organisations d'assistance sociale* dans les services ou établissements publics ou privés, et notamment dans les usines. »

(1) Il ne faut pas confondre un service social, rouage d'une institution d'hygiène sociale, comme le *Service Social du Dispensaire de prophylaxie mentale de l'Hôpital psychiatrique Henri Rousse* (cf. : E. Toulouse, G. Gênil-Perrin et R. Targowla : « Prophylaxie mentale » in « Médecine sociale », 33^e tome du « *Traité de Pathologie médicale* » du Professeur Emile Sergent, p. 675), avec le service social, méthode d'assistance sociale, que le D^r René Sand définit ainsi : « l'ensemble des efforts volontaires tendant, par des méthodes scientifiques, à parer aux besoins d'origine sociale ». (Extrait d'un article du D^r Sand sur « Les Ecoles de Service Social », paru dans « Le Service Social » de Bruxelles, numéro de janvier 1927), et dont le D^r R.-H. Hazemann, directeur des Services d'hygiène et d'assistance sociales des villes de Vitry-sur-Seine et d'Ivry-sur-Seine, donne cette définition pittoresque : « Le Service Social, c'est le système D, élevé à la hauteur d'une institution et mis à la portée de tous. » (Extrait d'un « Essai sur l'organisation technique d'un service social dans une ville de Banlieue parisienne », par le D^r Hazemann, paru dans le « Mouvement Sanitaire », numéro du 31 décembre 1927, p. 14).

(2) C'est de l'expression anglaise « social service », en usage aux Etats-Unis, où le développement du « service social », méthode nouvelle d'assistance sociale, (voir p. 10, note 1), a été particulièrement remarquable, qu'est dérivée cette expression française.

« L'American Institute of Social Service », fondé à New-York en 1898, est, écrit William H. Tolman, « l'une des premières organisations qui aient eu pour but, aux Etats-Unis, de rassembler des renseignements sur tout ce qui concerne l'amélioration industrielle. » (William H. Tolman, « L'œuvre de l'Ingénieur Social », traduction Pierre Janelle, p. 8 de l'édition Vuibert et Nony).

Notons aussi l'expression anglaise « social work », travail social. « Travail social, écrit André Tardieu (« Devant l'Obstacle », p. 198), expression large et souple, dont la souplesse permet toutes les réalisations et qui signifie correction des rapports de l'individu avec le milieu, du milieu avec l'individu. »

services sociaux, caractères sommairement résumés dans notre définition.

C'est par sa nature sociale que la vie humaine se caractérise, et la vie en société est à l'origine des besoins humains. La nature du besoin social est à la fois une et complexe. Tout ensemble physique et moral, économique et juridique, psychique et mental, ce besoin est complexe par essence. Total et indivisible, il est un.

L'unité et la complexité des besoins qu'ils ont pour objet de prévenir, telle est donc la première caractéristique des services sociaux ⁽¹⁾.

Leur seconde caractéristique, c'est qu'ils sont les rouages des administrations publiques, des entreprises et des œuvres privées dont ils remplissent la fonction sociale.

Cette fonction sociale est une fonction essentielle des administrations publiques, d'une part, d'autre part, des entreprises privées ⁽²⁾.

C'est une fonction essentielle des administrations publiques.

L'Ecole a une fonction technique : l'instruction de l'écopier. Mais « la surveillance, la protection et le développement de la triple vie physique, intellectuelle et morale » ⁽³⁾ de l'enfant constituent sa fonction sociale.

(1) M. le Professeur Edouard Fuster, titulaire de la chaire de Prévoyance et d'Assistance sociales au Collège de France, à qui nous ne saurions assez exprimer notre reconnaissance pour les précieux conseils qu'il a bien voulu nous donner, analyse, avec la plus remarquable pénétration, la nature du besoin social dans son cours d'Assistance Sociale au Collège de France.

(2) Henri Fayol, aux pages 9 et suivantes de son ouvrage sur l' « Administration industrielle et générale » (Dunod, Paris, 1925), définit les six fonctions essentielles de toute entreprise : fonction technique, fonction commerciale, fonction financière, fonction de sécurité, fonction de comptabilité, fonction administrative. A ces six fonctions, il faut ajouter la fonction sociale.

(3) Cf. : Georges Louvaud, cité par le D^r G. Ichok, dans son ouvrage sur « La Protection Sociale de la Santé », p. 44.

L'Ecole ne remplira efficacement sa fonction sociale que lorsque l'inspection médicale des écoles, dont l'assistante d'hygiène scolaire est « un rouage indispensable » (Cf. Gilbert Laurent), aura été orga-

L'Armée a une fonction technique : l'instruction militaire des recrues. Mais leur formation morale et civique, leur éducation hygiénique, l'instruction donnée aux illettrés constituent sa fonction sociale ⁽¹⁾.

Les entreprises privées, elles aussi, ont une fonction sociale à remplir. Elle a été ainsi définie par E. Dollfus : « Le fabricant, a écrit, en effet, bien des années avant Henry Ford, le grand industriel alsacien, doit autre chose à ses ouvriers que le salaire : il est de son devoir de s'occuper de leur condition morale et physique, et cette obligation toute morale et qu'aucune espèce de salaire ne saurait remplacer, doit primer les considérations d'intérêt particulier qui paraissent parfois se mettre en opposition avec ce sentiment ⁽²⁾ ».

La fonction sociale étant une fonction essentielle des administrations publiques comme des entreprises et des

nisée dans tous les départements. Instituée, en effet, par la loi du 30 octobre 1886, article 9, 7°, cette inspection ne fonctionne, dans la plupart des départements, que sur le papier. (Cf. Dr Joseph Gênévrier, « Hygiène scolaire », *in* « Médecine sociale », op. cit., p. 214 et suivantes).

(1) Bien que l'Armée ait une fonction sociale, elle n'est pas dotée de services sociaux.

(2) E. Dollfus, cité par M. Gay dans son rapport au II^e Congrès National des Caisses de Compensation sur « L'action sociale des Caisses de Compensation. »

Cf. les œuvres des économistes et sociologues français Saint-Simon et Le Play, de l'Anglais Robert Owen et de l'Américain Carlyle, et, quant à l'évolution récente de la politique sociale des industries française et américaine, lire :

Les Etablissements Schneider, « Economie sociale », 1912.

Robert Pinot, « Les Œuvres sociales dans les industries métallurgiques ».

Charles Cestre, « Production industrielle et Justice Sociale en Amérique », 1921.

Henry Ford, « Ma Vie et mon Œuvre ».

André Siegfried, « Les Etats-Unis d'aujourd'hui », 1927, d'où nous extrayons le passage suivant : « L'industrie, le commerce sont (aux Etats-Unis) une manière de fonction publique, comportant des responsabilités sociales, des devoirs envers la communauté » (p. 169 de l'édition Armand Colin).

œuvres privées, les services sociaux sont les rouages des établissements publics ou privés à l'intérieur desquels cette fonction est remplie par leur organe ⁽¹⁾.

D'où une double conséquence. La première, c'est que les services sociaux sont subordonnés, en principe; à la direction des établissements dont ils constituent les rouages ⁽²⁾.

La seconde, c'est que leur action, loin d'être teintée de bienfaisance, est d'une nature essentiellement technique ⁽³⁾.

(1) « Il est indispensable, écrit le docteur Cabot, que la visiteuse soit nettement reconnue comme un des rouages de l'institution dont elle fait partie (dispensaire, école, usine, Cour de Justice) ou, en d'autres termes, comme l'intermédiaire de cette institution. » (Major Richard C. Cabot, « Essais de Médecine Sociale », Crès, Paris, 1919, p. 35).

« Le Service Social à l'Hôpital, a écrit le professeur Couvelaire, est déjà et sera plus encore demain un des rouages essentiels de l'administration de la santé publique ». (Professeur Couvelaire, « Rapport du Travail des Sections » présenté à la cinquième Assemblée générale du « Service Social à l'Hôpital », le 14 février 1927. Procès-verbal, p. 12).

Le service social du Tribunal pour enfants ne doit pas, a écrit M^{me} Olga A. Spitzer, être une œuvre de charité, mais un rouage de la justice sociale. » (Olga A. Spitzer, « Rapport moral » présenté à l'Assemblée générale du « Service Social de l'Enfance en danger moral », le 5 mars 1927. Procès-verbal, p. 15).

(2) Tous les services sociaux, en France, n'étant pas incorporés aux administrations ou entreprises dont ils remplissent la fonction sociale, la règle que nous formulons comporte, évidemment, des exceptions.

Toutefois, parce qu'elle n'est pas une Inspectrice, mais un rouage de l'usine, la surintendante d'usine ne peut être, comme l'a demandé, en un article paru dans le *Populaire* du 18 juin 1918, M^{me} Marguerite Martin, une « fonctionnaire de l'Etat ».

Mais le corps de l'Inspection des Services Sociaux, dont la création a été demandée par M. Henri Deroy, contrôlerait efficacement le fonctionnement des services sociaux (cf. : Henri Deroy, « Les Œuvres du Moulin Vert », p. 139).

(3) Les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul assurent, dans les centres de Paris, de Tours et de Périgueux, la gestion des œuvres sociales de la Compagnie des Chemins de fer d'Orléans.

En mettant des surintendantes à la tête des services sociaux

Dans le cadre des administrations publiques, des entreprises et des œuvres privées dont ils sont les rouages, les services sociaux sont les auxiliaires des institutions d'hygiène et d'aide sociales. C'est leur troisième caractéristique. Il n'en est pas de plus essentielle.

« La visiteuse, écrit le Docteur Cabot, est l'auxiliaire du médecin quant au diagnostic et au traitement » ⁽¹⁾. Elle améliore le rendement du dispensaire comme de l'Office Public d'Habitations à Bon Marché ⁽²⁾, de l'inspection médicale des écoles ⁽³⁾ comme de la Caisse d'allocations familiales.

« Certains, prolongeant dans l'avenir la courbe des destinées du Service Social » ⁽⁴⁾ et saluant en cette nouvelle méthode d'assistance « l'instrument par excellence de la prophylaxie sociale » ⁽⁵⁾, prévoient que les besoins

récemment créés par elle dans les centres de Bordeaux, de Brive, de Capdenac, de Limoges, de Montluçon, de Nantes, d'Orléans et de Vierzon, la Compagnie d'Orléans a consacré le caractère technique de ces services (cf. : J. Huc : « La Compagnie Paris-Orléans et les Surintendantes. »).

(1) Major Richard C. Cabot, « Essais de Médecine sociale », op. cit., p. 42 ; cf. : James H. Tufts, « Education and Training for Social work », Russell Sage Foundation, New-York, 1923, p. 28 : « Le travail social n'est pas un art clairement défini appliqué au traitement d'un besoin unique, mais il appartient à ses diverses branches de seconder les autres professions. Par exemple, la visiteuse scolaire seconde l'instituteur, l'infirmière d'hygiène sociale le médecin, l'assistante familiale les parents... ».

(2) Le Service Social de l'Office des Habitations à Bon Marché du département de la Seine, 32, Quai des Célestins, à Paris, service dirigé par M. Martin, est particulièrement remarquable.

(3) Cf. : M^{lle} J. Delagrangé, directrice du Bureau Central des Infirmières à l'Office National d'Hygiène Sociale.

a) Rapport fait au nom de la Commission des Assistantes d'Hygiène Scolaire de l'Union des grandes Associations françaises.

c) Rapport fait au Congrès de l'Alliance d'Hygiène Sociale, à Reims, Octobre 1926.

(4) M^{me} Ed. Krebs-Japy, « Le Service Social à l'Hôpital », aux Presses Universitaires de France, Paris, 1923, p. 116.

(5) M^{me} Ed. Krebs-Japy, op. cit., loc. cit. .

traités par les institutions d'hygiène et d'aide sociales seront de plus en plus réduits par le développement des services sociaux, et ils relèguent, en conséquence, les institutions d'hygiène et d'aide sociales au rang d'auxiliaires des services sociaux.

Que, la tuberculose une fois vaincue, au foyer de la famille populaire, par le vaccin ⁽¹⁾, par le logement sain, ainsi que par l'application des principes de morale hygiénique qu'y enseignera l'assistante familiale, le dispensaire d'hygiène sociale devienne le modeste auxiliaire de cette travailleuse sociale, ce sera, nous l'espérons, la réalité de demain. Mais que le dispensaire d'hygiène sociale soit l'outil le plus efficace de notre armement antituberculeux, et que l'infirmière visiteuse demeure l'auxiliaire sociale, médicale et administrative du médecin de ce dispensaire, c'est la réalité d'aujourd'hui ⁽²⁾.

Les services sociaux n'en sont pas moins des services de prophylaxie sociale. Leur technique est essentiellement basée sur l'emploi de l'aide préventive, et c'est leur quatrième caractéristique ⁽³⁾. En repérant les cellules sociales dont l'économie est menacée d'un bouleversement physique, économique ou moral, en déterminant, par des enquêtes, les causes de ce bouleversement, en entreprenant l'éducation de leurs clients et en les mettant en liaison

(1) Le vaccin « B. C. G. », du professeur Calmette.

(2) Cf. Règlement intérieur des Dispensaires d'Hygiène sociale et de Préservation antituberculeuse, approuvé par le Conseil de Direction du Comité National de Défense contre la Tuberculose (20 juin 1925), Masson, Paris, p. 6 : « III. Service social. — Les infirmières-visiteuses sont placées sous l'autorité directe du médecin du dispensaire au point de vue technique ; elles exécutent les instruction médico-sociales du médecin-chef et travaillent en collaboration étroite avec lui. »

(3) Cf. : André Tardieu, « Devant l'Obstacle », Emile-Paul, Paris, 1927, p. 198 : « Dans les grandes masses populaires, broyées par le monde moderne, l'individu est victime. La société ne s'occupe de lui que quand il est en état de crise. Malade, il a l'hôpital ; fou, l'asile ; criminel, la prison. Dans son développement normal, il ignore l'aide préventive. Cette aide, le travail social a pour but de la fournir. »

avec les organisations qualifiées pour concourir à leur relèvement, en coordonnant, enfin, les efforts déployés, dans le domaine de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales par les pouvoirs publics et les initiatives privées, les auxiliaires sociales contribuent à doter la France contemporaine d'un système d'assistance qui sera au système jadis défini par La Rochefoucauld-Liancourt ce que la France de 1928 est à la France de 1789.

Enfin, et c'est leur dernière caractéristique, les services sociaux, auxiliaires des institutions d'hygiène et d'aide sociales, en améliorent le rendement ⁽¹⁾. « L'intervention de plus en plus généralisée de l'infirmière visiteuse, a écrit avec raison M^{me} Brachet dans les conclusions du rapport qu'elle a présenté au Congrès international de Protection maternelle et infantile sur les Infirmières Visiteuses en Belgique ⁽²⁾, allègera les budgets de la bienfaisance, déséquilibrés aujourd'hui sous le fardeau de l'entretien des pauvres, des tuberculeux, des syphilitiques, des aliénés, de tous les dégénérés par l'alcool ;... son concours... apportera au peuple la plus digne des aides, cette assistance éducative qui lui vaudra la santé physique et morale sans laquelle il n'est point de progrès social ;... elle sera, enfin, un des agents les plus puissants de l'évolution de la bienfaisance, trop entachée encore de charité, vers l'assistance sociale, rationnelle et scientifique, inspirée par le souci de la justice et de la prophylaxie sociales ». Le rôle économique des infirmières visiteuses a été, en parti-

(1) Cf. : La conférence faite à Bruxelles, le 8 février 1925, sur « Le Service Social à l'Hôpital », par le D^r E. Rist, conférence parue dans la « Revue d'Hygiène », Tome XLVII, n° 7, juillet 1925, p. 586 : « A l'origine du Service social, il y a une idée très moderne, propre à notre civilisation industrielle, et qui est l'idée de rendement. »

(2) Congrès international de Protection maternelle et infantile, Paris, 6, 7, 8 juillet 1922. Comité National de l'Enfance, 37, avenue Victor-Emmanuel III, Paris.

culier, fortement mis en lumière par le Docteur Rocaz ⁽¹⁾, qui a clairement fait ressortir les allègements qu'elles peuvent apporter aux budgets de l'assistance médicale gratuite ⁽²⁾, des hospices et hôpitaux ⁽³⁾, et du service des enfants assistés ⁽⁴⁾. Quant au rendement économique du « Service Social à l'Hôpital », le Docteur Louste a établi qu'il a été de 520 o/o en 1925, et de 745 o/o en 1926 ⁽⁵⁾. Le Service Social dans l'industrie ne se montre pas moins efficace. Il a, « dans un chantier naval, écrit le D^r René Sand ⁽⁶⁾, permis de placer 3.000 rivets supplémentaires par jour, ce qui équivaut à la construction de trois navires en plus chaque année, soit une augmentation de 19 o/o dans la production. Il a diminué de 47 o/o le nombre des accidents, de 59 o/o le nombre des journées perdues » ⁽⁷⁾.

Ce qui ressort, en résumé, de l'analyse que nous avons faite des caractères des services sociaux, c'est que les auxiliaires sociales continuent, avec des moyens adaptés

(1) Cf. D^r Rocaz, vice-président de la Fédération des Œuvres girondines de Protection de l'Enfance, « Le rôle économique des Infirmières Visiteuses », Hirt et C^{ie}, 53, rue des Moissons, à Reims.

(2) Cf. Loi du 15 juillet 1893. D. P. 1894, 4, 22.

(3) Cf. Loi du 7 août 1851. D. P. 1851, 4, 154.

(4) Cf. Loi du 27 juin 1904. D. P. 1905, 4, 16.

(5) Cf. D^r Louste, « Rapport moral » présenté à la 5^e Assemblée générale du « Service Social à l'Hôpital », le 14 février 1927. Procès-verbal, p. 9 : « En 1926, une dépense journalière (pour le fonctionnement du S. S. H.) de 1.441 fr. 22 a réalisé une économie chiffrable de 10.740 fr. 90, soit, comme proportion, 745 %.

Pour l'année précédente, en 1925, une dépense journalière de 1.161 fr. 34 avait donné une économie journalière de 6.042 fr. 10, soit un rendement économique de 520 %.

(6) D^r René Sand, « Le Service Social dans l'Industrie », article paru dans « Le Service Social », numéro de mai 1925, p. 100.

(7) La mesure dans laquelle le mérite de ces résultats appartient respectivement au service social et à l'organisation du travail est difficile, à notre avis, à déterminer

à « l'ère de la technique et de l'organisation du travail » ⁽¹⁾, l'œuvre entreprise, au xvii^e siècle, par les « Filles de la Charité ».

§ 2^e ESSAI DE CLASSIFICATION DES SERVICES SOCIAUX

Si le champ du service social est difficile à délimiter ⁽²⁾, la classification des services sociaux n'est pas moins délicate à opérer.

D'une part, les services sociaux sont, en France, dans leur enfance. L'aménagement, dans le sein de nos administrations publiques, de nos entreprises et de nos œuvres privées, du logement de ces organismes en cours de croissance n'a donc aucun caractère définitif.

D'autre part, les services sociaux sont unis entre eux par des liens que la nature une et complexe des besoins d'origine sociale qu'ils ont pour objet de prévenir rend singulièrement étroits.

Ceci posé, bien qu'il soit possible de classer les services sociaux soit d'après la nature des besoins d'origine sociale qu'ils ont pour objet de prévenir ⁽³⁾, soit d'après la nature des administrations dont ils constituent des

(1) Fernand Bouisson, président de la Chambre des Députés, discours d'ouverture de la session ordinaire de 1927, prononcé à la Chambre le 14 janvier 1927.

(2) James H. Tufts, professeur de philosophie à l'Université de Chicago, n'a pas défini moins de cinq méthodes propres à opérer la délimitation du champ du service social.

Cf. : James H. Tufts, « Education and Training for social work », op. cit., p. 1 et suivantes.

(3) Bien que le besoin social soit un besoin essentiellement complexe, les services sociaux parant, plus spécialement, aux besoins physiques de l'homme, sont les services auxiliaires des institutions d'hygiène sociale. Quant aux services sociaux parant aux besoins économiques de l'homme, ce sont les services auxiliaires des institutions d'assistance. Enfin, parmi les services sociaux parant aux besoins psychiques de l'homme, figurent les services auxiliaires des institutions éducatives de la jeunesse et de la famille populaire, ainsi que les services auxiliaires des institutions d'hygiène mentale et d'anthropologie pénitentiaire.

rouages ⁽¹⁾, nous les classerons d'après la nature des institutions d'hygiène et d'aide sociales dont ils sont les auxiliaires, parce que c'est par le concours qu'ils apportent à ces institutions qu'ils sont essentiellement caractérisés.

Dans une première catégorie, nous classerons les services auxiliaires des institutions protectrices de la maternité et de la première enfance.

Des services publics ⁽²⁾ et semi-publics ⁽³⁾ aussi bien que des services privés ⁽⁴⁾, des services auxiliaires d'institutions d'hygiène sociale ⁽⁵⁾ et d'assistance ⁽⁶⁾ rentrent dans cette catégorie.

(1) Les services sociaux peuvent être classés, s'ils sont organisés par l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, parmi les services publics, s'ils sont organisés par des Compagnies concessionnaires de services publics ou, dans le cadre de l'Etat, du département, de la commune et de l'établissement public, par des associations, parmi les services semi-publics, s'ils sont, enfin, organisés, soit par des entreprises à but lucratif, soit par des œuvres de bienfaisance, parmi les services privés.

(2) Voir p. 33 et suivantes.

Parmi les services sociaux organisés par les départements, le service social de l' « Office Départemental d'Hygiène Sociale de l'Hérault » mérite une mention particulière. Dans le « Bilan sanitaire du département de l'Hérault » qu'il a établi, à la date du 12 mai 1926, pour l' « Office National d'Hygiène Sociale », ainsi que dans son rapport d'avril 1927 au Conseil général de l'Hérault, le D^r Aublant, Inspecteur Principal des Services d'Hygiène du département de l'Hérault, a mis le rôle joué par ce service social dans la lutte contre la morti-natalité et la mortalité infantile en pleine lumière.

Parmi les services sociaux organisés par les communes, notons tout spécialement le service social de la ville de Suresnes (Seine), placé sous la direction éclairée de M. Boulonnois, et les services sociaux des villes de Vitry-sur-Seine et d'Ivry-sur-Seine (Seine), placés sous la direction compétente du D^r R.-H. Hazemann, par lesquels la protection médico-sociale de la mère et de l'enfant est efficacement assurée.

(3) Voir p. 58 et suivantes.

(4) Notons, en particulier, les services sociaux organisés dans les établissements industriels.

(5) Notons, en particulier, les services sociaux des dispensaires d'hygiène maternelle et infantile.

(6) Notons, en particulier, les services sociaux des bureaux de bienfaisance. Voir p. 71, note 2.

Dans une seconde catégorie, nous classerons les services auxiliaires des institutions protectrices de l'enfance à l'âge scolaire ⁽¹⁾.

Dans une troisième catégorie, nous classerons les services auxiliaires des institutions protectrices de l'adolescence ⁽²⁾.

Dans une quatrième catégorie, nous classerons les services auxiliaires des institutions créées en faveur de l'adulte, dans le domaine économique ⁽³⁾, comme dans celui de l'hygiène sociale ⁽⁴⁾.

(1) Des services publics et semi-publics rentrent dans cette catégorie. Citons, parmi les premiers, les anciens Services d'Hygiène et d'assistance sociale du Ministère des Régions Libérées (voir p. 53), ainsi que les services d'hygiène scolaire organisés par les départements et les communes énumérés par M^{lle} J. Delagrangé dans le rapport précité (voir p. 14) qu'elle a présenté au Congrès de l'Alliance d'Hygiène Sociale, à Reims, en octobre 1926, et parmi les seconds, les services d'hygiène scolaire organisés, à Paris, dans le 19^e arrondissement, par « L'Accueil Social Franco-Américain », 40 bis, rue du Pré-Saint-Gervais, et par l'œuvre « Pour l'Enfance et la Famille par l'Aide Sociale », 6, rue Clavel.

(2) Au sein des agglomérations ouvrières (cités-jardins des Offices d'H. B. M. et des sociétés d'H. B. M., cités-jardins de la Compagnie des chemins de fer du Nord, cités ouvrières des grandes entreprises industrielles), des auxiliaires sociales participent efficacement à l'éducation physique, intellectuelle et morale de la jeunesse, et, en particulier, à la formation ménagère des jeunes filles. Elles s'acquittent de la même tâche dans les « Foyers » et les « Centres sociaux ».

(3) Tous les industriels n'ont pas, à l'exemple de la Compagnie Générale d'Electricité, de la Blanchisserie de Thaon, de la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, des Usines Michelin, etc., etc., doté leurs établissements de services sociaux. Mais le personnel de nombreux établissements industriels et commerciaux bénéficie des services sociaux créés par des organismes tels que les « Caisses de Compensation » ou que l'« Office social havrais » (13, quai Georges V, Le Havre).

(4) Dans les dispensaires répartis sur tout le territoire de la France, comme dans des services hospitaliers, à Paris, à Lyon et à Marseille, des auxiliaires sociales concourent à la lutte antituberculeuse et à la lutte antivénérienne, à la lutte contre le cancer et contre les poisons sociaux (alcool, cocaïne, opium, etc.). La lutte contre le taudis rentre également dans leurs attributions.

Dans une cinquième catégorie, nous classerons les services auxiliaires des institutions créées en faveur des arriérés et des anormaux ⁽¹⁾.

Enfin, dans une dernière catégorie, nous classerons les services auxiliaires des institutions créées en faveur de la famille populaire ⁽²⁾.

Nous avons essayé de formuler une définition des services sociaux.

Nous avons opéré, ensuite, une classification de ces services..

De la nature des services sociaux, auxiliaires des institutions d'hygiène et d'aide sociales, nous pouvons donc déduire le rôle joué, dans le fonctionnement de ces institutions, par les auxiliaires sociales.

Ce rôle, nous le définirons ainsi : les auxiliaires sociales secondent, en prolongeant, sur le plan social, leur action technique, ceux qui assument, par cette action, à l'égard d'une collectivité, la responsabilité administrative, économique ou médicale de la santé, de la moralité et du bien-être des membres de cette collectivité ⁽³⁾.

(1) Le « Service Social de l'Enfance en Danger Moral » (voir p. 8, note 4) est le type du service auxiliaire des institutions créées en faveur de l'enfance abandonnée ou délinquante, et le Service Social du Dispensaire de prophylaxie mentale de l'Hôpital psychiatrique Henri Rousselle (voir p. 10, note 1) est le type du service auxiliaire des institutions d'hygiène mentale.

(2) Dans le cours d'Assistance sociale qu'il a professé en 1924-1925 au Collège de France, M. Edouard Fuster a montré « comment à l'unité de l'objet (du service social), qui est la reconstruction de la famille, on a éprouvé le besoin de répondre en créant l'unité de l'assistance et de l'agent, une assistante familiale devenant l'agent préalable, principal et permanent... ». (« Annuaire du Collège de France », 26^e année, Vuibert, Paris, 1926).

(3) Cf. : La définition du rôle de l'assistante sociale donnée par le D^r P.-F. Armand-Delille, dans son livre sur « L'Assistance sociale et ses moyens d'action », Alcan, Paris, 1922, p. 255 : « L'assistante sociale doit pouvoir donner une aide matérielle, une aide intellectuelle et une aide morale à l'individu qui, devenu dépendant, ne peut assurer de son propre chef la lutte pour l'existence. »

CHAPITRE II

FORMATION ET TECHNIQUE DES AUXILIAIRES SOCIALES

§ 1^{er} LA FORMATION DES AUXILIAIRES SOCIALES

Si la France a ses auxiliaires sociales, elle n'a pas d'auxiliaires sociaux ⁽¹⁾.

Ceci n'est pas une opinion, mais la constatation d'un fait.

« Il est absolument impossible, a dit, avec l'autorité de son expérience, M. Jacques Bardoux, de fonder une œuvre sociale, en France du moins, sans que l'armature en soit presque exclusivement féminine » ⁽²⁾.

La vocation d'auxiliaire sociale est, au demeurant, à notre avis, une vocation féminine par excellence, et les aptitudes de la femme à l'exercice des carrières sociales sont particulièrement caractérisées ⁽³⁾.

« Dans les domaines de l'aide sociale, de la protection

(1) Nous ne qualifions d'auxiliaires sociaux ni les visiteurs de l'Assistance Publique de Paris, parce que leur formation est plus administrative que sociale, ni parce qu'ils sont bénévoles, les enquêteurs des bureaux de bienfaisance, auxquels M. Jean de Piessac, dans son article sur « L'esprit nouveau des bureaux de bienfaisance », article paru dans « Le Temps » du 17 août 1927, a donné le titre de « visiteurs de l'amitié ».

(2) Jacques Bardoux : Allocution prononcée le 17 mars 1925, à l'Assemblée générale de « La Résidence Sociale », 3, rue des Champs, Levallois-Perret. Compte Rendu, p. 31.

M. Jacques Bardoux a participé, en 1899, à la création de la Fondation Universitaire de Belleville, l'un des premiers centres sociaux de France.

(3) Cf. Louise Mauvezin, « Rose des Activités Féminines », Editions des Roses, Bordeaux, 2^e édition, chapitre XI, « Les carrières sociales », p. 371 et suivantes.

de l'enfance » où, a dit, en effet, M. Edouard Fuster, « les qualités d'enthousiasme initial, puis de patience et de précision dans la réalisation que l'on rencontre si souvent chez les femmes sont indispensables, . . . les qualités masculines ne donneraient pas le même rendement » ⁽¹⁾.

En admettant même que l'homme soit, dans le domaine judiciaire comme dans le domaine économique, mieux qualifié, pour l'exercice de certaines activités sociales, que la femme ⁽²⁾, et bien qu'il y ait, en France, avec des écoles féminines, des écoles mixtes de service social, la formation d'auxiliaires sociales est seule pratiquée, en fait, aussi bien dans ces écoles que dans les écoles d'infirmières-visiteuses ⁽³⁾.

Les principes de la formation de l'auxiliaire sociale découlent de la règle suivante, formulée par Mary E. Richmond : « Profession récente, le service social doit

(1) Edouard Fuster : Allocution sur « L'Education sociale des femmes et leur rôle dans les Services Publics », prononcée à Paris, à la séance du 3 Juillet 1921 du « Congrès des Institutions d'Assistance et d'Hygiène sociales ». Compte rendu général, p. 145.

(2) Dans le domaine judiciaire, M^{me} Olga-Arthur Spitzer, vice-présidente du « Service Social de l'Enfance en Danger Moral », est d'avis que des assistants sociaux seraient, pour l'examen des cas des délinquants du sexe masculin, mineurs de 13 à 18 ans, spécialement qualifiés.

Cf. : « Juvenile Court Standards », U. S. Department of Labor. Children's Bureau. Bureau Publication n° 121, Washington Government Printing Office, 1923.

Dans le domaine économique, la création de postes d'Ingénieur social ou de Chef du Service Social s'impose dans les grandes entreprises. Cf. : Roger Wurtz, « L'Hygiène et le Service social à l'Atelier », 18^e Cahier du Redressement Français.

(3) Le décret du 17 juin 1922 instituant, aux termes mêmes de son article 1^{er}, « des brevets de capacité professionnelle permettant de porter le titre d'infirmière de l'Etat français, stipule, dans son 6^e et dernier article : « Le brevet de capacité professionnelle pourra également être obtenu par des infirmiers. Là où il se présentera un assez grand nombre de candidatures masculines, une session d'examen pourra leur être particulièrement réservée. »

Les auteurs du décret du 27 juin 1922, c'est ce qui ressort clairement de son texte, ont considéré les candidatures féminines comme la règle et les candidatures masculines comme l'exception.

s'efforcer de garder l'équilibre entre les tendances spécialisatrices et les tendances généralisatrices » ⁽¹⁾.

L'auxiliaire sociale doit embrasser dans sa totalité le besoin social. Or, si l'unité du besoin social postule l'unité de l'aide sociale, la diversité des moyens dont la satisfaction de ce besoin complexe nécessite absolument l'emploi, légitime la spécialisation du personnel des services sociaux. L'auxiliaire sociale doit donc être capable de résoudre correctement la généralité des problèmes dont toute travailleuse sociale peut être appelée à connaître, et elle doit posséder, d'autre part, la connaissance approfondie de la technique propre à une carrière sociale déterminée ⁽²⁾.

L'enseignement du service social ⁽³⁾, habituellement réparti sur une durée de deux années, comprend, par conséquent, deux cycles.

(1) Mary E. Richmond, op. cit., p. 252.

Cf. : Mary E. Richmond, op. cit., p. 238 : « En fait, il serait difficile de découvrir une branche du service social dans laquelle l'assistante professionnelle puisse rendre des services sans posséder une bonne formation sociale générale. »

Le Docteur R. Sand écrit que « le service social comprend cinq grandes subdivisions » : le service des recherches sociales, le service des mesures sociales, le service social collectif, le service social des institutions et le service social de cas individuels. (D^r R. Sand, article paru dans le « Service Social », janvier 1927, article précité).

(2) Du programme pour l'année scolaire 1926-1927, de l'« Ecole Pratique de Service Social », nous extrayons la nomenclature suivante :

p. 14 : « Quelques Carrières Sociales » :

« Directrice de maison maternelle, de garderie d'enfants ; jardinière d'enfants ; infirmière infantile ; visiteuse d'hygiène ; assistante scolaire ; assistante sociale d'hôpital ; assistante d'hygiène mentale ; assistante de tribunal d'enfants ; monitrice de jeux ; bibliothécaire de bibliothèque populaire ; secrétaire de foyer de la jeune fille, de foyer civil. »

(3) A la différence du haut enseignement social, orienté vers l'étude des principes de l'économie sociale et de la méthode sociologique, l'enseignement du service social est radicalement orienté vers l'étude des applications de l'hygiène et de l'aide sociales.

Le premier est consacré à la formation générale des futures travailleuses sociales, le second à leur préparation spécialisée.

« Les cours, écrit le D^r René Sand ⁽¹⁾, peuvent être répartis en quatre groupes :

- 1) Sciences sociales.
- 2) Techniques générales.
- 3) Service social.
- 4) Spécialisation.

Les trois premiers groupes forment le programme de la première année.

a) *Sciences sociales :*

Sociologie et questions sociales : philanthropie et littérature sociales.

Economie politique et sociale, législation sociale, étude du paupérisme.

Régime de l'industrie, description des métiers.

Droit public, social et administratif.

Hygiène individuelle et sociale, y compris la puériculture.

Psychologie et pédagogie individuelles et sociales.

Etude de l'enfance et de l'adolescence.

Statistiques.

b) *Techniques générales :*

Economie domestique.

Soins aux malades, aux blessés, aux enfants.

Méthodes de documentation, enquêtes, technique de bureau.

Education civique.

(1) Docteur René Sand, article précité sur « Les Ecoles de Service Social », paru dans « Le Service Social », n° de Janvier 1927.

c) *Service social* :

Histoire, science et pratique du service social, de l'assistance et de la prévoyance.

Organisation de la collectivité urbaine et rurale.

Etude des œuvres.

Déontologie.

Ces cours sont complétés par des cercles d'études, des visites d'œuvres, des exercices de bibliographie sociale. La culture physique, les jeux, la danse, le chant, les exercices d'élocution et de discussion sont très répandus. On y ajoute parfois des travaux manuels, la pratique des méthodes froebeliennes et montessoriennes, la dactylographie, la sténographie, le piano, le dessin.

La spécialisation de la seconde année est d'ordinaire laissée au choix de l'élève, qui se prépare, dès lors, par une combinaison individuelle de cours et de travaux, à une des nombreuses variétés du service social.

.

Des stages pratiques ⁽¹⁾, tantôt réservés à la seconde année, tantôt limités aux périodes de vacances, tantôt répartis aux cours des deux années, complètent la formation théorique » des futures travailleuses sociales,

(1) Les stages prévus au programme de l'« Ecole Pratique de Service Social » pour l'année scolaire 1926-1927 étaient les suivants :

P. 13 : « Stages prévus » :

« Institutions : abris temporaires ; maisons de convalescence ; maisons de relèvement ; asiles municipaux ; asiles pour femmes enceintes ; hôpital.

« Aide sociale dans les familles : office public d'hygiène sociale ; service social à l'hôpital ; service social à l'école ; service social à l'usine ; service social à la mairie ; service social au tribunal pour enfants ; orientation professionnelle et placement.

« Centres d'activités sociales : centres sociaux ; bibliothèques ; maisons de vacances ; foyers ; garderies et jardins d'enfants ; sports et récréations. »

A l'« Ecole des Surintendantes d'Usines et de Services sociaux », les élèves surintendantes font, durant un mois, un stage d'ouvrière d'usine.

formation opérée, en principe, dans des Ecoles de Service Social ⁽¹⁾.

Le D^r Sand a publié, dans la revue belge « Le Service Social », la liste des écoles de service social existant, au début de l'année 1927, en Europe et en Amérique ⁽²⁾.

Quant à l'histoire des écoles de service social en France, il a été clairement fait par M^{lle} M. Diémer, dans le rapport sur « Les Ecoles d'Action Sociale » qu'elle a présenté à la séance du 3 juillet 1921 du Congrès des Institutions d'Assistance et d'Hygiène sociales ⁽³⁾.

Quels sont les caractères distinctifs des écoles françaises de service social ? C'est ce que, pour notre part, nous nous bornerons à examiner ⁽⁴⁾.

Fondée en 1911 par M^{lles} Novo et Butillard, l'Ecole Normale Sociale de l'Institut catholique ⁽⁵⁾ a une direction et un recrutement strictement catholiques. Son enseigne-

(1) Sur la formation des auxiliaires sociales dans les écoles d'infirmières-visiteuses, voir p. 41 et suivantes.

(2) D^r René Sand, Annexe à l'article précité sur « Les Ecoles de Service Social » parue dans « Le Service Social », n° de février 1927.

Au début de l'année 1927, il existait en Allemagne 31 écoles de service social. Le nombre de ces écoles était alors de 3 en Autriche, de 8 en Belgique, de 2 en Finlande, de 10 en Grande-Bretagne, d'une en Italie, de 4 aux Pays-Bas, d'une en Pologne, de 3 en Suède, de 3 en Suisse et d'une en Tchécoslovaquie.

A la même époque, il existait aux Etats-Unis 23 écoles de service social, 2 au Canada et une au Chili. Cf. : D^r René Sand, « La Répartition des Ecoles de Service Social dans le Monde », article paru dans « Le Service Social », n° 8 et 9, août-septembre 1925.

(3) Cf. : Compte rendu général du Congrès, p. 138.

(4) Cf. : Un article signé « C.-B. », sur le « Comité d'Entente des Ecoles Sociales », paru dans « La Française » du 1^{er} octobre 1927.

Un article de M. Jean de Piessac sur « Les Ecoles d'Assistances et d'Infirmières », paru dans « Le Temps », du 27 octobre 1927.

(5) Siège, 56, rue du Docteur-Blanche, Paris (16^e).

ment, qu'inspire l'esprit de l'encyclique « *Rerum novarum* » ⁽¹⁾, s'adresse à deux catégories d'élèves.

Aux travailleuses, aux ouvrières et aux employées de commerce, l'Ecole Normale Sociale offre soit une formation sociale générale, soit un diplôme de propagandiste, sanction des études poursuivies, pendant une durée de trois ans, dans des « Cercles d'Etudes » dominicaux où sont traitées, en particulier, les questions concernant l'hygiène et la moralité des travailleurs, les responsabilités sociales et le développement du syndicalisme. La délivrance de ce diplôme est réservée aux élèves qui n'ont pas seulement subi avec succès les épreuves de l'examen final, mais qui ont encore participé à une « semaine syndicale » et à une « session de propagandistes » ⁽²⁾.

Aux étudiantes, aux filles et aux femmes d'industriels, l'Ecole Normale Sociale offre soit une formation sociale générale, soit une préparation, d'une durée d'un an, aux carrières de directrice de foyer, d'infirmière rurale, de jardinière d'enfants, de secrétaire d'une œuvre sociale ainsi qu'aux autres carrières sociales ⁽³⁾.

L'Ecole Normale Sociale a été fondée en 1911, mais « c'est seulement en 1913, écrit le D^r René Sand ⁽⁴⁾, par la création de l'Ecole Pratique de Service Social ⁽⁵⁾, due à

(1) Cf. : Commentaire pratique de l'Encyclique « *Rerum Novarum* », éditions Ipès, Paris, 1925.

(2) La durée de la « session de propagandistes » est de trois semaines. La possession du diplôme de « propagandiste » qualifie les anciennes élèves de l'Ecole Normale Sociale pour des postes de surintendante ou de secrétaire de syndicat féminin. Parmi ces anciennes élèves, il en est qui sont devenues conseillers prud'hommes ou membres du Conseil Supérieur du Travail.

(3) L'enseignement donné aux « femmes du monde désireuses d'exercer une action sociale » par l'Ecole Normale Sociale est, écrit dans « Le Progrès Civique », du 3 mars 1928, M. Maurice Charny, sanctionné par un diplôme de « promotrice ».

(4) D^r René Sand, article précité sur « Les Ecoles de Service Social ».

(5) Siège, 139, boulevard du Montparnasse, Paris (6^e).

l'initiative du pasteur Doumergue, que l'enseignement du service social a été organisé en France ».

L'Ecole Pratique de Service Social prépare au travail dans les institutions comme à l'assistance sociale proprement dite ⁽¹⁾. « Le travail dans les institutions. écrit M^{lle} A. Giroud ⁽²⁾ — que ce soient des crèches, des garderies, des foyers, une bibliothèque, des maisons de relèvement ou de convalescence, des asiles maternels ou de vieillards, — est un travail intérieur, d'activité ordonnée et régulière, d'entraînement et d'éducation par l'exemple.

Le travail d'assistante est un travail d'agent de liaison entre les besoins et les secours. » Le diplôme de l'Ecole sanctionne, après examen de sortie, des études dont la durée est de deux ans.

L'Association des Surintendantes d'Usines et de Services Sociaux ⁽³⁾ a créé deux écoles de préparation aux carrières sociales.

L'une, l'Ecole de préparation sociale, donne aux futures travailleuses sociales, âgées de 18 ans au moins, un enseignement théorique et pratique d'une durée de 8 à 10 mois. Cet enseignement est sanctionné, après un examen final, par un certificat d'Etudes Sociales permettant aux élèves trop jeunes pour être admises à l'Ecole des Surin-

(1) Cf. p. 25, note 1.

(2) M^{lle} A. Giroud, Introduction au programme de l'Ecole Pratique de Service Social pour l'année 1926-1927, p. 4.

(3) Siège Social, 19, rue Dareau, Paris (14^e). Sur les origines de l'Ecole des Surintendantes de France, dont la création remonte à 1917, consulter :

1° Max Turmann, « Les Idées et les Faits sociaux. Activités et Dévouements féminins », article paru dans « Le Correspondant » du 25 juin 1922, et la conférence de M^{me} A.-G. Jacob, citée dans cet article ;

2° D^r René Sand, « Les Surintendantes d'Usine et le Rôle des Industriels dans les Œuvres sociales », article paru dans « Le Service Social », n° 10-11, octobre-novembre 1923 ;

3° M^{me} Brunschvicg, « Les Surintendantes d'Usine » in « Médecine Sociale », op. cit., p. 741.

tendantes d'occuper des postes rémunérés ⁽¹⁾ dans diverses institutions sociales.

L'autre, l'Ecole des Surintendantes d'usines et de services sociaux, où l'âge d'admission est fixé de 25 à 45 ans, donne aux travailleuses sociales aptes à exercer des fonctions de direction un enseignement professionnel les préparant à l'exercice de ces fonctions ⁽²⁾. Cet enseignement est sanctionné par le diplôme de l'Ecole.

Fondée en 1921, l'Ecole de Formation sociale de Strasbourg ⁽³⁾, dont le Professeur Gemähling est l'âme, « se propose, stipule son programme, un double but :

1° Faire connaître à tout Français et à toute Française les besoins de la société moderne.

2° Préparer aux carrières sociales » ⁽⁴⁾.

En accord avec les écoles d'infirmières, les écoles de puériculture et d'enseignement ménager, elle donne aux futures visiteuses d'hygiène, auxiliaires familiales, fonctionnaires des services publics d'assistance et de prévoyance sociales un enseignement social complémentaire dont la durée est de deux ans. Cet enseignement est sanctionné par un certificat d'Etudes sociales.

Dirigée par l'abbé Viollet, l'Ecole d'Action familiale ⁽⁵⁾ est issue, fin 1927, des cours d'Assistance familiale dont la Confédération Générale des Familles avait pris, fin 1926, l'initiative ⁽⁶⁾. « Elle étudie les problèmes sociaux en

(1) Parmi ces postes, citons ceux de visiteuse, d'auxiliaire, d'assistante, de secrétaire d'œuvre sociale.

(2) Citons, parmi ces fonctions, celles de surintendante d'usine, de services administratifs ou de cité ouvrière, celles de directrice de Foyer, de visiteuse de caisse de compensation.

La possession du diplôme d'infirmière est exigée pour l'admission à l'Ecole des Surintendantes.

(3) Secrétariat, 5, place du Château, Strasbourg.

(4) Programme de l'Ecole de Formation Sociale de Strasbourg pour l'année 1926-1927, p. 3.

(5) Secrétariat, 92, rue du Moulin-Vert, Paris (14^e).

(6) Dans le domaine de la formation du travailleur social, « le Moulin Vert a été, écrit M. Henri Deroy (op. cit. p. 52-53), un

fonction de leur répercussion sur la vie familiale » ⁽¹⁾, et fonctionne en étroite liaison avec les Œuvres du Moulin Vert.

Enfin, l'Ecole d'Application du Service Social, dont les cours furent inaugurés, le 3 novembre 1927, par le Doyen Berthélemy, a été annexée par M^{lle} Chaptal, pour la formation théorique et pratique des infirmières visiteuses d'hygiène et des assistantes sociales professionnelles, à sa Maison-Ecole d'Infirmières Privées ⁽²⁾.

Ces écoles sont fédérées au sein d'un Comité d'Entente des Ecoles Sociales ⁽³⁾.

Les écoles françaises de service social sont des établissements d'enseignement privé, et, tout en pouvant être subventionnées par les pouvoirs publics, elles ne sont pas reconnues administrativement. L'admission dans ces écoles a lieu à partir de 18 ans ⁽⁴⁾, et elle est subordonnée, en principe, à la possession du Brevet Elémentaire ou à la justification d'une culture équivalente ⁽⁵⁾. L'enseignement y est sanctionné par des diplômes ou des certificats sans aucun caractère officiel ni universitaire. L'institution d'un diplôme d'Etat d'assistance sociale est à l'étude.

précurseur, tout en moins en France ; il semble, en effet, que l'«Ecole libre d'Assistance privée » qu'il créait à la fin de 1908 ait été le premier enseignement méthodique de cet ordre organisé dans notre pays. »

(1) « La Française », n° du 1^{er} octobre 1927 : « Le Comité d'Entente des Ecoles sociales ».

(2) Les cours principaux de la première année d'études générales de l'Ecole d'Application du Service Social ont été professés par MM. les Professeurs Louis Rolland et Donnedieu de Vabres, par M. Joseph Girard et M. le D^r René Sand.

(3) Le siège du Comité est au Musée Social, 5, rue Las-Cases, Paris (VII^e).

(4) L'âge d'admission à l'Ecole des Surintendantes est, au minimum, de 25 ans.

(5) L'admission à l'Ecole d'Application du Service Social est subordonnée à la possession de l'un des diplômes suivants : Brevet Supérieur de l'Enseignement Primaire, Baccalauréat ou Certificat de fin d'études secondaires, Diplôme d'Infirmière de l'Etat français (Hospitalière ou Visitouse d'Hygiène).

A la différence des écoles de service social, les écoles d'infirmières-visiteuses dont le règlement a été approuvé par arrêté du Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, après avis du Conseil de perfectionnement des Ecoles d'Infirmières, sont reconnues administrativement, et leur enseignement est sanctionné par un brevet de capacité professionnelle permettant de porter le titre d'infirmière de l'Etat français ⁽¹⁾. Leur programme-type d'études a été délibéré par le Conseil supérieur de l'Assistance Publique et le Conseil de perfectionnement des Ecoles d'infirmières.

Toutes les questions concernant les écoles d'infirmières-visiteuses sont centralisées par le Bureau central des Infirmières, rattaché, par arrêté ministériel du 22 août 1925, à l'Office National d'Hygiène Sociale ⁽²⁾.

La formation reçue dans ces écoles, dont l'origine remonte au XVII^e siècle ⁽³⁾, par les futures infirmières-

(1) Cf. : Décret du 27 juin 1922 (« Journal Officiel » du 1^{er} juillet 1922), modifié par les Décrets des 19 février 1923 (« Journal Officiel » du 11 mars 1923), et 18 juillet 1924 (« Journal Officiel » du 8 août 1924).

Le texte de ces Décrets figure aux pages 33 et suivantes d'une brochure publiée par le Comité Central des Allocations Familiales (55, avenue Hoche, Paris [8^e]), sous le titre : « Les Infirmières Visiteuses des Caisses de Compensation pour Allocations Familiales. »

(2) Le siège du Bureau Central des Infirmières est à l'O. N. H. S., 26, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e).

Cf. : La 6^e Annexe au remarquable rapport rédigé par M. Brisac, Directeur de l'Office National d'Hygiène Sociale, sur le Fonctionnement et l'Activité de l'Office depuis sa fondation, rapport paru au « Journal Officiel » du 11 Novembre 1926.

Le Bureau Central des Infirmières est dirigé par M^{lle} Delagrèze.

(3) « La première école d'infirmières que le monde ait connue, écrit Mary Sewall Gardner, fut fondée le 23 novembre 1633 par Saint-Vincent-de-Paul. » (Mary S. Gardner, « L'Infirmière Visiteuse », traduction de M^{lle} J. Lefebvre et du D^r Sand, aux « Presses Universitaires de France », Paris, 1926).

C'est à M^{lle} Chaptal que revient l'honneur d'avoir, la première en France, essayé, en 1900, « dans le quartier de Plaisance, à

visiteuses ⁽¹⁾ est soit générale, soit spéciale à des branches déterminées de l'assistance médico-sociale ⁽²⁾. Plus médicale que sociale, cette formation est utilement complétée, au point de vue social, par l'enseignement donné à ces auxiliaires sociales du médecin et de l'hygiéniste dans les écoles de service social ⁽³⁾.

Bien que le D^r René Sand admette que « la dualité des professions d'infirmière-visiteuse et d'assistante sociale ne soit sans inconvénient ni pour les familles... , ni pour les institutions publiques ou privées qui les emploient... » ⁽⁴⁾, il est résolument hostile au cumul, par le même agent, de ces deux fonctions, cumul qui est de règle en France.

Paris, l'action d'une infirmière visiteuse laïque, apportant une idée de prévention dans l'accomplissement de sa tâche... » (M^{lle} Chaptal, « L'Infirmière Visiteuse », Revue de Phtisiologie médico-sociale, tome VIII, n° 3, juin 1927).

(1) Les écoles reconnues, « qui sont actuellement, écrit M. de Piessac dans « Le Temps » du 27 octobre 1927, au nombre d'environ 75 — dont une vingtaine à Paris — ont été choisies pour leur valeur et avec le plus libéral éclectisme. Ecoles créées par les facultés de médecine ou fondées par les hospices civils voisinent sur la liste avec celles des trois sociétés de la Croix-Rouge française et aussi avec des écoles de diaconesses protestantes et de religieuses catholiques. »

(2) Cf. : Louise Mauvezin, « Rose des Activités féminines », op. cit., p. 373 et suivantes.

Citons, parmi les écoles de formation générale, à Paris, l'« Ecole professionnelle d'Assistance aux Malades », 10, rue Amyot (V^e), et la « Maison-Ecole d'Infirmières-Privées », 66, rue Vercingétorix (XIV^e), qui sont entre les plus anciennes.

Parmi les écoles spéciales, citons, d'autre part, à Paris, l'« Ecole du Comité National de Défense contre la Tuberculose », 250, boulevard Raspail (XIV^e), l'« Ecole de Puériculture de la Faculté de Médecine de Paris », 64, rue Desnouettes (XV^e), et l'« Ecole des Assistantes d'Hygiène scolaire de la Faculté de Médecine de Paris », à l'Hôpital des Enfants Malades. L'enseignement de ces deux dernières écoles est sanctionné par des diplômes universitaires d'Infirmière visiteuse de l'enfance et d'Assistante d'hygiène scolaire.

(3) Voir p. 28 et suivantes.

(4) D^r R. Sand, article précité sur « Les Ecoles de Service Social ».

« L'infirmière, écrit-il, en effet ⁽¹⁾, reçoit avant tout une éducation médicale ; elle apprend dans les hôpitaux et les dispensaires à guérir et à prévenir la maladie. L'auxiliaire reçoit une éducation sociale, elle apprend la législation sociale, l'organisation de l'assistance ; elle apprend dans les œuvres à relever les individus et les familles, à prévenir les infortunes qui peuvent les atteindre.

Peut-on combiner dans le même personnel des dons aussi divers et des capacités aussi variées ? L'infirmière-visiteuse doit pouvoir donner les soins qui sont du ressort de l'infirmière, et les conseils que réclament l'hygiène du travailleur, de la mère de famille, du vieillard... L'assistante sociale doit savoir faire l'analyse de la situation matérielle, professionnelle, morale d'une famille ; elle doit pouvoir en établir et en redresser le budget ; elle doit recueillir les éléments qui conduiront à réunir ou à séparer le frère et la sœur, la femme et le mari, les parents et les enfants (mari alcoolique, enfants maltraités ou abandonnés). Elle doit estimer la capacité professionnelle, découvrir la cause du chômage, suggérer un genre de vie nouveau, utiliser toutes les ressources de la législation et de l'assistance, éduquer, moraliser, faire appel aux influences ou aux œuvres qui peuvent concourir au relèvement. »

« L'association des fonctions d'infirmière-visiteuse et d'assistante sociale » a écrit, au contraire, dans le rapport qu'elle a présenté au Congrès international d'orientation professionnelle féminine, M^{lle} Y. Fritsch ⁽²⁾, Directrice des Infirmières-Visiteuses de la Fédération des Œuvres Giron-

(1) D^r R. Sand, « Infirmières soignantes, Infirmières visiteuses et Auxiliaires sociales », article paru dans le « Service Social », numéro de juillet 1924.

(2) Congrès international d'orientation professionnelle féminine, 23-26 septembre 1926, Bordeaux. Edition de la Chambre des Métiers de la Gironde, 57, rue des Trois-Conils, Bordeaux. Compte Rendu, p. 186.

dines de Protection de l'Enfance, « assure aux services qui l'adoptent le maximum de rendement.

.

La visiteuse unique (infirmière, monitrice d'hygiène et assistante sociale) est la seule qui puisse remplir d'une façon parfaite le rôle d'agent de liaison entre le corps médical, les services d'hygiène, les pouvoirs publics, les administrations et les œuvres privées d'assistance. »

Sans prendre parti dans le débat ouvert entre techniciens de l'assistance sociale, nous exprimerons l'opinion que, dans le cadre de la France, l'organisation des services sociaux doit être essentiellement souple. Cette organisation sera-t-elle une à Paris et à Barcelonnette ? Le même agent traitera-t-il les cas de l'enfant délinquant et du vieillard tuberculeux ? Pour décider entre la pratique générale et la pratique spécialisée ⁽¹⁾, « nous avons foi », comme Mary S. Gardner, « dans l'expérimentation réfléchie » ⁽²⁾.

§ 2^e LA TECHNIQUE DES AUXILIAIRES SOCIALES

« Nous attendons beaucoup de la Surintendante », a écrit M. René Doumic ⁽³⁾, « ni religieuse, ni ouvrière, ni femme du monde, ou peut-être tout cela ensemble, elle est, entre la classe ouvrière et la nôtre, le meilleur agent de liaison, la marraine élue de la paix sociale. »

Agent de liaisons morales aussi bien que de liaisons techniques, telle apparaît, en effet, essentiellement, l'auxi-

(1) Nous préférons l'expression de « pratique générale », employée par M^{lle} Juliette Lefebvre et le D^r René Sand dans leur traduction du livre de Mary S. Gardner, « l'Infirmière Visiteuse », à l'expression d' « organisation polyvalente », qu'affectionnent les hygiénistes français.

(2) Mary S. Gardner, op. cit., p. 91.

(3) René Doumic, de l'Académie française, rapport sur les Prix de Vertu, lu à la séance publique de l'Académie du 1^{er} décembre 1921.

liaire sociale. Celle-ci n'est pas, toutefois, une simple « téléphoniste sociale » ⁽¹⁾, et, en définissant sa tâche, « nous devons prendre garde de ne pas substituer la partie au tout, les moyens au but » ⁽²⁾.

Aider la famille populaire dont le bien-être est compromis par le chômage, par la maladie ou par la perte de son chef, relever l'individu atteint dans sa personnalité morale ou son indépendance économique, voici les buts, entre autres, que poursuit l'auxiliaire sociale. Pour les atteindre, elle met en œuvre une technique qu'elle adapte, en ses modalités particulières, à la nature des besoins dont elle fait le diagnostic avant d'entreprendre le traitement. Mais cette technique comporte toujours, s'enchaînant dans une ordre logique, des opérations qu'il nous appartient d'examiner brièvement ici.

« La fonction principale de l'assistante sociale, écrit le Docteur Cabot, est de s'occuper attentivement de tous les besoins de l'individu, qui pourraient autrement être négligés, et c'est dans les hôpitaux, les écoles, les usines, les cours de justice que l'on découvre ces besoins. » ⁽³⁾

Le dépistage des besoins familiaux et individuels, telle est, des initiatives que doit prendre l'auxiliaire sociale, la première.

Dans le domaine de l'hygiène sociale, en particulier, ce dépistage offre un double intérêt, familial d'abord, social ensuite.

Un intérêt familial.

Le dépistage d'un cas de tuberculose, au foyer d'une famille qu'elle visite, consécutivement à une naissance, permet à l'auxiliaire sociale, en facilitant le placement et en provoquant, au besoin, la séparation qui s'imposent, de prévenir les contaminations menaçantes.

(1) Mary E. Richmond, op. cit., p. 113

(2) Mary E. Richmond, op. cit., loc. cit.

(3) Major Richard C. Cabot, op. cit. p. 4.

Un intérêt social.

Le dépistage d'une maladie, au foyer de la famille visitée, permet à l'auxiliaire sociale de protéger contre le mal, non seulement la famille du malade, mais le voisinage de cette famille ⁽¹⁾.

Pour amorcer le dépistage des besoins d'une famille populaire, comment pénétrer à son foyer ?

A cette question, l'unanimité des hygiénistes français répond que « seule, la maladie ouvre la porte de l'indigent » ⁽²⁾, et elle en déduit que la technique mise en œuvre par l'auxiliaire sociale ne doit pas être purement sociale, mais essentiellement médico-sociale.

Cette opinion est trop absolue. Sans doute, la maladie, désorganisatrice des foyers, en ouvrira-t-elle souvent l'accès à l'assistante sociale, mais une demande d'assistance formulée à la mairie, un conseil juridique demandé à la Surintendante, l'arrestation d'un enfant en état de vagabondage ouvriront aussi bien à la travailleuse sociale la porte du logement de la famille populaire.

Admise à pénétrer dans une famille, et ayant conquis sa confiance, l'auxiliaire sociale analyse la nature et détermine les origines des besoins qu'elle a dépistés.

Les bases de l'enquête sociale ont été posées par Le Play, et « c'est par le correctif des méthodes nouvelles de critique historique dont MM. Langlois et Seignobos ont donné un exposé dans leur « Introduction à l'Etude de l'Histoire » que les spécialistes les plus autorisés du service social, comme Miss Richmond ⁽³⁾, ont complété les

(1) Sur le rôle joué par les infirmières scolaires dans la lutte contre l'extension de l'épidémie de diphtérie qui éclata, en 1920, dans le XV^e Arrondissement de Paris, consulter : D^r Joseph Gényvri, « Hygiène scolaire », in « Médecine Sociale », op. cit., p. 231.

(2) M^{lle} Y. Fritsch, Rapport précité au Congrès International d'orientation professionnelle féminine. Compte Rendu, p. 185.

(3) Cf. Mary Ellen Richmond, « Social Diagnosis », New-York. Russell Sage Foundation, 1917.

principes » ⁽¹⁾ formulés par le savant sociologue et économiste français.

Dans le cours d'assistance sociale qu'en 1925-26, il a professé au Collège de France, Monsieur Edouard Fuster « s'est attaché à montrer l'importance et les procédés de l'investigation méthodique, c'est-à-dire de l'enquête initiale et fondamentale que doit entreprendre avant toute action et ensuite tenir à jour » l'auxiliaire sociale. Il a indiqué « les diverses exigences, psychologiques, notamment, d'un tel travail, analysé les principaux questionnaires en usage, les règles d'une bonne tenue des fiches ou d'une bonne rédaction des monographies » ⁽²⁾.

L'objet de l'enquête d'assistance, la constitution du dossier familial, les sources d'information qu'utilise l'auxiliaire sociale ont été clairement analysés par M. Henri Deroy ⁽³⁾.

Quant aux différents types d'enquêtes, le Docteur P.-F. Armand-Delille les a résumés dans son livre sur : « L'Assistance sociale et ses moyens d'action » ⁽⁴⁾, et il les étudie brillamment dans le cours libre d'assistance sociale, professé par lui à la Sorbonne.

Enfin, le Docteur G. Ichok a montré le grand intérêt qu'offrent les enquêtes d'assistance pour l'établissement des statistiques qui constituent, dans la lutte contre les fléaux sociaux, les bases d'une action raisonnée ⁽⁵⁾.

Eclairée, grâce à son enquête, sur la nature des besoins

(1) M^{me} Ed. Krebs-Japy, op. cit., p. 28, note 2.

(2) « Annuaire du Collège de France », op. cit., p. 52 et 53.

(3) Cf. : Henri Deroy, op. cit., p. 56 à 67.

(4) Indépendamment de l'enquête en général, le D^r P.-F. Armand-Delille a traité, dans son ouvrage, des enquêtes sur l'habitation, sur la tenue du ménage, sur les rapports familiaux, sur la famille privée de son chef, sur la mère abandonnée, sur l'enfant arriéré ou anormal, sur le tuberculeux, sur l'alcoolique et sur l'individu sans asile.

(5) Cf. : Ichok. « La protection sociale de la santé. L'action médico-sociale ». Librairie Marcel Rivière (Paris, 1925).

familiaux ou individuels qu'elle a dépistés au préalable, l'auxiliaire sociale formule le diagnostic social de ses clients et elle en déduit les bases du traitement social à leur appliquer ⁽¹⁾.

Le traitement social est, par excellence, un traitement éducatif ⁽²⁾.

C'est donc l'éducation hygiénique de la famille populaire et celle de l'individu, c'est leur éducation économique, leur éducation ménagère, voire leur éducation juridique et leur éducation mentale, c'est leur éducation morale que doit entreprendre l'auxiliaire sociale.

Monitrice d'hygiène, l'infirmière-visiteuse du dispensaire d'hygiène sociale donne aux malades inscrits au dispensaire des conseils d'hygiène ⁽³⁾. Elle « étudie, dans les familles, ce qu'il y a à faire pour éviter la contagion, et veille à la désinfection des crachats, linges et effets souillés » ⁽⁴⁾. Elle enseigne aux familles des malades la prophylaxie de la tuberculose, et fait l'éducation prophylactique des malades eux-mêmes.

L'éducation économique de la mère de famille est le premier devoir de l'assistante sociale. L'établissement du budget familial, la détermination d'un judicieux équilibre

(1) Cf. : M^me Ed. Krebs-Japy, op. cit., p. 21 et 22.

(2) Cf. : Mary E. Richmond. « Les Méthodes nouvelles d'Assistance », op. cit., p. 92 à 93 : « ... Au point de vue professionnel, la pédagogie, la psychologie appliquée et la religion sont toutes des formes d'enseignement. Le service social des cas individuels en est simplement une forme additionnelle, bien qu'il possède en propre son histoire et ses méthodes, et qu'on y accède par des voies différentes. »

(3) Cf. : Loi du 15 avril 1916, instituant des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse. D. P. 1920, 4, 416.

Les dispensaires d'hygiène sociale « seront spécialement chargés, aux termes de l'article 1^{er} de ce texte législatif, de faire l'éducation antituberculeuse, de donner des conseils de prophylaxie et d'hygiène. »

(4) Règlement intérieur précité des dispensaires d'hygiène sociale, p. 7.

des recettes et des dépenses du ménage, telles sont les notions d'économie domestique enseignées aux jeunes femmes par l'auxiliaire familiale ⁽¹⁾.

L'art de la ménagère augmente le rendement des dépenses du ménage. En enseignant à la jeune fille ou à la future mère les principes de la couture, du raccommodage, du repassage, comme ceux de l'alimentation, l'auxiliaire sociale enrichit le foyer où elle est admise, en y introduisant des méthodes d'administration rationnelle ⁽²⁾.

Inhabiles à remplir les formalités administratives destinées à leur assurer le bénéfice des lois d'assistance, dont la floraison a été, depuis la fin du XIX^e siècle, particulièrement brillante, les indigents, les pères de famille, les mères perdent souvent ce bénéfice. Il appartient à l'auxiliaire sociale de les éclairer sur leurs droits, et de leur en faciliter la reconnaissance par les administrations compétentes ⁽³⁾. Il leur appartient également de les aider à résoudre les problèmes quotidiennement posés par une vie que la complexité croissante de la réalité sociale rend singulièrement délicate.

Aux victimes d'une civilisation ennemie de la mesure, à

(1) Cf. M^{me} E. Viollet, présidente de l'œuvre « Les Aides familiales », rapport présenté au « Congrès des Institutions d'Assistance et d'Hygiène sociales », à Paris, le 3 juillet 1921. Comptendu général, p. 130.

Consulter également les comptes-rendus de l'action de l'œuvre « l'Aide aux Familles nombreuses » de Rouen, pendant les années 1925 et 1926, et, en particulier, les monographies des cités-jardins des « Sapins » et de « Trianon » qui y sont contenues. Ces monographies sont pleines de détails intéressants sur l'activité déployée dans ces cités-jardins par les « Auxiliaires familiales » de l'œuvre.

(2) Bien que M^{lle} Louise Mauvezin, dans sa « Rose des Activités féminines », classe parmi les carrières de l'enseignement, et non parmi les carrières sociales, le professorat d'enseignement ménager, l'auxiliaire sociale enseigne à ses clientes les principes de la tenue du ménage.

(3) Cf. : La nomenclature des lois protégeant la mère et l'enfant, annexée, à la page 25 du dix-septième Cahier du Redressement français, au rapport de M^{lle} Delagrange sur l'Hygiène sociale pour la Maternité et l'Enfance.

ceux dont le surmenage a compromis l'équilibre mental, l'assistante sociale psychiatrique apporte, en améliorant leur hygiène mentale comme en les orientant ou en les dirigeant, selon leurs capacités et leurs besoins, l'aide la plus précieuse ⁽¹⁾.

A tous, enfin, malades, mères de famille, ménagères, indigents, débiles mentaux, l'auxiliaire sociale rend de très grands services en développant leur personnalité morale et en les faisant coopérer, de la manière la plus active, à leur propre relèvement ⁽²⁾.

De ce relèvement, la distribution de secours matériels est un facteur purement secondaire ⁽³⁾. Avare de ces secours par devoir, l'auxiliaire sociale peut, par contre, se montrer prodigue de renseignements.

« Le renseignement, écrit, en effet, le Docteur Cabot, est le moins dangereux des dons... et l'un des renseignements les plus précieux est celui qui consiste à indiquer la source d'autres renseignements ⁽⁴⁾.

(1) Cf. : « Prophylaxie mentale », par E. Toulouse, *in* « Médecine Sociale » op. cit., p. 623 et suivantes.

(2) Cf. : Mary E. Richmond, « Les Méthodes nouvelles d'Assistance », op. cit., p. 97 : « Le service social des cas individuels est l'ensemble des méthodes qui développent la personnalité en rajustant consciemment et individuellement entre eux l'homme et son milieu social ».

Consulter également le septième chapitre du même ouvrage : « La base d'une action raisonnée. »

(3) Cf. : Major Richard C. Cabot, op. cit., p. 102 : « L'emploi de l'argent contre le paupérisme est aussi dangereux que l'emploi de la morphine contre la maladie. »

Toutefois, « il est souvent pénible pour la Visiteuse de l'Enfance, écrit, d'après des notes que lui a communiquées la Visiteuse attachée à Maternité de l'Hôtel-Dieu, à Lyon, le Docteur Emmanuel Perret, (« La Visiteuse de l'Enfance », p. 59 et 60), d'arriver les mains vides dans des logis pauvres, souvent misérables, quelquefois sordides. Prêcher l'hygiène à des gens sans ressources, c'est quelque chose, car il y a toujours un résultat à obtenir, mais l'estomac vide ne crée pas de bonnes dispositions pour écouter même ce qui est le mieux dit et avec la plus grande bonté. »

(4) Cf. : Major R. C. Cabot, op. cit., p. 260 et 267. Citons, parmi les services sociaux qui constituent des services de renseigne-

L'auxiliaire sociale complète donc son œuvre de relèvement, amorcée par l'éducation méthodique de ses clients, en mettant ceux-ci en liaison, d'une part, avec l'administration — hôpital, usine, école, tribunal, dispensaire, bureau ou office d'hygiène — dont elle est l'organe ; d'autre part avec les institutions d'assistance et d'hygiène, les organisations publiques et privées dont les services leur seront utiles.

L'assistante d'un service hospitalier, a dit excellemment le Docteur Rist, dans une conférence faite à Bruxelles, le 8 Février 1925, « est tout d'abord l'agent de liaison entre le malade hospitalisé et les siens, qu'elle visite en amie, et dont elle s'efforce de gagner et de mériter la confiance. Elle est ensuite l'agent de liaison entre la famille et le médecin, et plus tard, quand le séjour hospitalier aura pris fin, elle restera, tant que ce sera nécessaire, l'agent de liaison entre le médecin et le malade. Enfin, elle est l'agent de liaison avec les multiples œuvres d'assistance publique ou privée, que sa fonction est de connaître par le menu et de savoir utiliser, et c'est grâce aux liaisons qu'elle établit ainsi — et l'on peut en imaginer d'autres, par exemple entre les malades et leurs patrons ou employeurs — c'est grâce, dis-je, à ces liaisons que l'Assistante sociale peut remplir avec fruit sa fonction ⁽¹⁾. »

Ce n'est pas seulement l'efficacité de sa propre action

ments, les « Permanences d'Entr'aide sociale » fonctionnant dans les mairies de Paris, à l'exception de la mairie du seizième arrondissement, ainsi qu'à Orly et à Thiais (cf. Jean de Piessac, « Toutes les aides au plus près de toutes les peines », « Le Temps » du 6 juillet 1927), le Bureau d'Entr'aide sociale, annexé au Bureau d'Hygiène de la ville du Havre (cf. « Le Quotidien » du 3 février 1927), et l'Office de Renseignements, fondé par le groupement des Industriels de Vienne (Isère) (cf. : rapport moral de M^{lle} Routier, à la sixième Assemblée générale de l'Association des Surintendantes (24 février 1925).

(1) Revue d'Hygiène, Tome XLVIII, n° 7, juillet 1925, p. 591.
Cf. : Jean de Piessac, « L'Assistante sociale dans les Hôpitaux », « Le Temps » du 2 mars 1927.

M^{me} Ed. Krebs-Japy, op. cit., p. 99, note 1.

qu'assure l'auxiliaire sociale, en mettant l'administration ou l'œuvre dont elle relève en liaison avec ses clients, en mettant ceux-ci en liaison avec les organisations qualifiées pour leur rendre des services, et en mettant, enfin, en liaison les organisations privées avec les administrations publiques, mais c'est surtout la coordination de l'action sociale des institutions dont elle est l'organe ou avec lesquelles elle collabore ⁽¹⁾.

La coordination des efforts déployés, dans le domaine de l'hygiène sociale et de l'assistance, par les pouvoirs publics et les initiatives privées est la condition essentielle du rendement des institutions et des œuvres d'hygiène et d'assistance sociales ⁽²⁾. Elle seule, peut diminuer, d'une part, les charges que l'assistance publique fait supporter aux budgets de l'État, des départements et des communes, et, d'autre part, faire disparaître de l'assistance privée ce que le Docteur Rocaz a rappelé « la charité désordonnée », cause de gaspillage d'argent, de temps et d'énergie ⁽³⁾.

(1) M. Herriot a déposé, en février 1928, un projet de loi organisant, dans chaque département, un service obligatoire d'inspection médicale des écoles dans les établissements d'instruction primaire publique, texte dont l'article 4 stipule que les assistantes d'hygiène secondant, quand il est nécessaire, les médecins-inspecteurs « servent, sous le contrôle des autorités académiques, d'agent de liaison entre la municipalité, le directeur de l'école ou le médecin, d'une part, et les familles, d'autre part. » (Cf. « La Française » du 31 mars 1928).

Citons encore, parmi les liaisons assurées par les services sociaux, la liaison entre l'émigrant et son pays natal que le Service international d'Aide aux Emigrants, 1, rue Mondétour, Paris (1^{er}), assure avec une particulière efficacité.

(2) Cf. : E. Fuster, « Un Essai de la Coordination de la Philanthropie », Revue philanthropique, n° du 15 novembre 1918.

D^r René Sand, « La Coordination des Œuvres d'Hygiène », dix-septième cahier du Redressement français, p. 151 et suivantes ; « La Coordination des Œuvres de Protection sociale », « La Française », n° du 7 mai 1927.

(3) Discours prononcé par le D^r Rocaz à l'inauguration du Centre de Protection de l'Enfance, à Bordeaux, le 24 juillet 1925. « Journal de Médecine » de Bordeaux, n° du 25 août 1925.

De cette coordination nécessaire, les auxiliaires sociales sont les organes particulièrement actifs. Elles ne coordonnent pas seulement, en effet, à l'intérieur d'une institution ou d'une œuvre, leurs propres efforts, mais elles coordonnent aussi, dans le domaine de l'hygiène sociale comme dans celui de l'assistance, l'action des institutions publiques et des œuvres privées, et elles coordonnent, enfin, les éléments d'œuvres nouvelles ⁽¹⁾.

(1) A l'intérieur d'une institution ou d'une œuvre, c'est par des réunions périodiques de ses auxiliaires sociales que s'opère la coordination de leurs efforts. Les assistantes sociales de la ville de Vitry-sur-Seine se réunissent, pour assurer leur liaison, une fois par semaine, et à leurs réunions hebdomadaires participent régulièrement le Directeur du Bureau municipal d'Hygiène et son secrétaire, ainsi qu'une employée du Bureau d'Assistance. C'est de même par des réunions hebdomadaires qu'à l'intérieur de chaque section du « Service Social à l'Hôpital » s'opère la coordination des efforts des assistantes sociales de l'œuvre, la liaison entre ses sections étant assurée par une réunion mensuelle des assistantes titulaires, des assistantes auxiliaires et des aides.

Dans le domaine de l'hygiène sociale, les auxiliaires sociales coopèrent à l'œuvre de coordination entreprise, dans le cadre national, en liaison avec les pouvoirs publics, les organisations privées et les organisations internationales ^(1'), par l'Office National d'Hygiène Sociale, dans le cadre des départements, par les Offices ou les Comités départementaux d'hygiène sociale ^(2'), et, dans le cadre local, par les Dispensaires polyvalents et les Maisons de la Santé.

Dans le domaine de l'assistance, les auxiliaires sociales coopèrent à l'œuvre de coordination entreprise à Paris, d'une part, par les « Unions des Œuvres » des différents arrondissements, unions intégrées elles-mêmes dans le « Groupement des Unions d'Œuvres »,

(1') Placé sous l'autorité immédiate du Ministre chargé de l'Hygiène et du Directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, l'Office National d'Hygiène Sociale, 26, boulevard de Vaugirard, Paris (15^e), a établi sa liaison, d'une part, avec les différents départements ministériels, d'autre part, avec des organisations privées comme la Fondation Rockefeller, le Comité National de l'Enfance et le Comité National de Défense contre la Tuberculose, enfin, avec les organisations internationales, comme la S. D. N. et le B. I. T. (Cf. Rapport de M. Brisac sur le fonctionnement de l'O. N. H. S., « J. O. » du 11 novembre 1926).

(2') Cf. « L'armement antituberculeux français », par le Professeur Léon Bernard et le D^r G. Poix, article paru dans la « Vie Médicale » du 28 janvier 1927.

Lorsqu'elle a dépisté des souffrances, pénétré dans des taudis, instruit des mères de famille, établi des liaisons et coordonné des efforts, l'auxiliaire sociale n'a rien fait, si elle n'a pas guéri des cœurs.

La technique du cœur humain est la technique sociale par excellence. Cette technique tire donc sa valeur de celle de l'esprit qui l'anime.

Qu'il soit pétri d'amour divin ou d'amour de l'humanité, c'est par son idéalisme que se définit l'esprit social.

d'autre part, par l'Office Central des Œuvres de Bienfaisance, 175, boulevard Saint-Germain, et dans les départements, d'une part, par des fédérations d'œuvres dont la Fédération des Œuvres girondines de Protection de l'Enfance est un prototype, d'autre part, par des offices centraux analogues à l'Office Central de Paris. (Cf. Office Central des Œuvres de Bienfaisance, Annuaire, Exercice 1925-1926, p. 45).

[L'office est, dans la langue du droit administratif, un établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.]

Or, les offices départementaux d'hygiène sociale constituent, non des établissements publics, mais des services départementaux alimentés par les budgets départementaux.

Il convient même de noter que la dénomination d'« offices » est appliquée à des œuvres privées, comme l'Office d'hygiène sociale et de lutte antituberculeuse des Hautes-Alpes. (Cf. Office National d'Hygiène Sociale, enquête de M. Simplot, avril 1926), et comme l'Office central d'Hygiène sociale et de Préservation antituberculeuse de la Loire-Inférieure (cf. Office National d'Hygiène Sociale, enquête de M. Billard, novembre 1926).

L'Office Central des Œuvres de Bienfaisance de Paris et les Offices centraux de province sont également des œuvres privées.

La dénomination d'Office appliquée à un service départemental ou à une association fondée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 est nettement amphibologique et constitue une grave impropriété d'expression.]

Les Fichiers centraux d'assistance médico-sociale, parmi lesquels nous citerons le Fichier central d'assistance et d'aide sociale, 14, rue de Richelieu, à Paris, sont, à la disposition des auxiliaires sociales, de précieux instruments de la coordination de l'aide sociale.

Cette coordination, les auxiliaires sociales l'opèrent entre les efforts des institutions publiques et des œuvres privées. Deux exemples suffisent à l'établir.

A Lyon, la Visiteuse de l'Enfance de « La Goutte de Lait » de la Croix-Rousse » relève mensuellement dans les Crèches municipales les noms des femmes inscrites à cette œuvre et bénéficiant,

L'auxiliaire sociale doit comprendre « que tout être humain a droit à la vie et au bonheur. L'idéal vers lequel elle tend consiste à faire pénétrer un peu de bonté et de lumière dans les cœurs les plus fermés, dans les foyers les plus sombres. Son rayon d'action sera d'autant plus illimité que sa compréhension humaine est plus profonde » ⁽¹⁾.

en même temps, du lait des Crèches municipales. Elle les fait immédiatement rayer de la « Goutte de Lait » de la Croix-Rousse. (Cf. : D^r E. Perret, « Les Visiteuses de l'Enfance », p. 74 et 75).

A l'usine de Boisthorel (Rai-Tillières) de la Compagnie Générale d'Electricité, la Surintendante, directrice des œuvres sociales de la Compagnie, (allocations pour charges de famille, primes de naissance et d'allaitement, etc.), est, en dehors de l'usine, « déléguée par la mairie de Rai, pour le mandatement des allocations d'assistance aux mères pour les naissances et l'allaitement. » (M^{me} Brunschvicg, rapport moral présenté à la 3^e Assemblée générale de l'Association des Surintendantes de France, le 28 février 1922).

Les Auxiliaires sociales coordonnent, enfin, les éléments d'œuvres nouvelles. (Cf. M^{lle} Hardouin, « L'action des Visiteuses dans la famille ouvrière », rapport présenté au IV^e Congrès National des Allocations familiales).

(1) M^{lle} A. Noufflard, mémoire sur « Le Service Social à l'Hôpital », octobre 1926.

CHAPITRE III

LA PARTICIPATION DU SERVICE SOCIAL AU FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS PROTECTRICES DE LA MATERNITÉ ET DE LA PREMIÈRE ENFANCE

Ce qui caractérise la situation démographique de la France, c'est, écrit M. Paul Haury, « la faiblesse exceptionnelle de l'excédent des naissances sur les décès : il ne dépasse pas, en 1925, 1,5 0/00, c'est de beaucoup le plus faible de toute l'Europe. » ⁽¹⁾

Le faible taux de sa natalité, d'une part, le taux élevé de sa mortalité, de l'autre ⁽²⁾, ont donc mené notre pays « au seuil de la dépopulation » ⁽³⁾. Les remèdes appliqués à ce fléau ont été de deux catégories. L'aide nationale aux familles nombreuses ⁽⁴⁾, les primes à la natalité, les allocations familiales constituent des encouragements à la natalité, la création de dispensaires, de maisons maternelles, de centres de puériculture, des mesures de protection de la maternité et de l'enfance.

Comment les auxiliaires sociales participent-elles à la lutte contre la dépopulation ? Y participent-elles efficacement ?

(1) Paul Haury, « Pour que la France vive », éditions de l'Alliance Nationale, nouvelle édition, p. 130.

(2) Moyenne générale du pourcentage de la natalité française, 1926 : 1,88 %.

Moyenne générale du pourcentage de la mortalité française, 1926 : 1,75 %.

(Statistiques communiquées par la Compagnie des Chemins de fer du Nord).

(3) Armand Guillon et Georges Guilhaud, « La protection des enfants du premier âge », *in* « Médecine Sociale », op. cit., p. 81.

(4) Cf. : Loi du 14 juillet 1913, relative à l'assistance aux familles nombreuses. D. P. 1915, 4, 81.

Loi du 22 juillet 1923, concernant l'encouragement national à donner aux familles nombreuses. D. P. 1925, 4, 147.

En examinant les institutions les plus typiques qui, pour la protection médico-sociale de la maternité et de la première enfance, furent créées par les pouvoirs publics et les initiatives privées, nous essayerons de définir les modalités de l'action des auxiliaires sociales, et de dégager ses résultats.

Les principes de cette action sont simples. Orientée vers la réduction de la morti-natalité, d'abord, de la mortalité infantile, ensuite, ses moyens, avant la naissance comme après la naissance de l'enfant, sont de deux ordres ⁽¹⁾.

D'ordre médical. Monitrices d'hygiène, visiteuses ou assistantes sont les indispensables auxiliaires des consultations prénatales. Elles veillent, au foyer ou à l'usine, sur la santé de la future mère. Elles combattent, en particulier, durant la période prénatale, la syphilis héréditaire ⁽²⁾.

D'ordre social. L'avortement volontaire et l'abandon de l'enfant, l'infanticide, telles sont les conséquences trop fréquentes de l'abandon, par un homme, de la femme qu'il a rendue mère. Confidente de la mère abandonnée, l'auxiliaire sociale éveillera son sentiment maternel ⁽³⁾. Elle opérera, le cas échéant, sa réconciliation avec sa famille.

(1) Mary S. Gardner distingue la période prénatale, la période puerpérale, la première enfance (jusqu'à l'âge de deux ans), la deuxième enfance (de deux ans à l'âge scolaire). « L'Infirmière Visitouse », p. 310.

(2) M^{lle} Y. Fritsch, directrice des Infirmières Visiteuses de la Fédération des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance : « Le rôle des Infirmières Visiteuses dans la lutte contre la syphilis héréditaire. »

(3) M^{lle} A. Noufflard, directrice du « Service Social à l'Hôpital », écrit que l'action exercée, au cours des consultations prénatales, par les assistantes sociales sur les futures mères est plus efficiente que l'action exercée par ces assistantes, dans les hôpitaux, sur les accouchées visitées par elles au cours des enquêtes dont elles sont chargées par l'Assistance Publique, relativement à l'attribution des secours préventifs d'abandon. Mémoire sur « Le Service Social à l'Hôpital », octobre 1926.

Elle l'éclairera avec discernement sur les dispositions de la loi concernant la reconnaissance judiciaire de la paternité naturelle ⁽¹⁾. Elle la renseignera sur les ressources mises à sa disposition tant par l'Assistance Publique que par les œuvres privées.

La crise du logement pose, d'autre part, à l'auxiliaire sociale des problèmes non moins difficiles que les naissances irrégulières. « Il faut une force morale magnifique, a dit M. Dautry, pour vivre honnête dans les taudis » ⁽²⁾. Comment un enfant serait-il le bienvenu à l'hôtel meublé ? Rendre confiance à la famille, instituer dans le « garni », en attendant de l'en faire sortir, des règles élémentaires d'hygiène, placer, durant les couches de la mère, les frères et sœurs aînés à la campagne, telles sont quelques-unes des tâches dévolues à l'auxiliaire sociale.

L'enfant est né.

La mort va lui faire payer un tribut d'autant plus lourd que son organisme est plus fragile. Si le taux moyen de la mortalité des enfants de moins d'un an s'élève en France — tout au moins depuis le début du siècle — à 10,5 o/o par an, le taux de la mortalité des enfants de un à deux ans y oscille entre 2 et 4 o/o par an ⁽³⁾.

Le problème de l'allaitement maternel est donc le plus pressant de ceux posés à l'auxiliaire sociale. Si elle ne peut faire de la mère « la nourrice payée de son enfant » ⁽⁴⁾, du

(1) Loi du 16 novembre 1912. D. P. 1912, 4, 113.

(2) Raoul Dautry, Conférence faite le 10 juillet 1925, au siège social de la Ligue Nationale contre le Taudis.

Ligue Nationale contre le Taudis. Etudes et Documents. Fascicule 2, octobre 1925.

(3) Statistiques extraites du rapport sur « L'accroissement de la population française et la lutte contre la mortalité infantile », fait par M. Alexandre Lefas au Congrès du Redressement français. (19^e cahier du Redressement français, p. 24).

(4) Lagneau, cité par M^{me} Ed. Krebs-Japy. « Le Service Social à l'Hôpital », p. 91, note 1.

moins mettra-t-elle tout en œuvre pour empêcher leur séparation. Elle s'efforcera de surmonter les obstacles physiques ou sociaux s'opposant à l'allaitement maternel. Emanation de la consultation de nourrissons, elle sera, au foyer familial, l'agent d'exécution des prescriptions du médecin, et elle contrôlera leur application. Auxiliaire de la consultation d'hôpital, elle évitera l'hospitalisation, en surveillant attentivement les soins qui leur sont donnés à domicile, d'un grand nombre d'enfants malades. Elle éclairera les intéressées sur les dispositions des lois protégeant la mère et l'enfant, et elle s'emploiera à les faire admettre au bénéfice de ces dispositions.

Inopportune en principe, la séparation de la mère et de l'enfant s'impose dans des cas particuliers. Elle est spécialement recommandable pour mettre l'enfant à l'abri de la contagion tuberculeuse. Il appartient à l'auxiliaire sociale de coopérer avec le médecin à sa réalisation ⁽¹⁾.

L'auxiliaire de l'enfance aura encore à résoudre d'autres problèmes. Ici, c'est du placement d'un orphelin dans une fondation qu'elle aura à prendre l'initiative. Là, elle concourra à l'envoi d'un enfant rachitique dans un préventorium. Ailleurs, c'est à une veuve chargée de famille qu'elle apportera son appui compétent. Nous bornant, parmi ses nombreuses activités, à citer ces quelques exemples, abordons maintenant l'étude des services sociaux dont, pour la protection médico-sociale de la maternité et de l'enfance, sont dotées, d'une part, des insti-

(1) Pour faire admettre un nouveau-né, issu d'une mère tuberculeuse, au « Placement familial des tout petits », l'assistante sociale d'un hôpital parisien devra, après les avoir réunies, transmettre au dispensaire de l'Office Public d'Hygiène Sociale du département de la Seine, par l'intermédiaire duquel s'opérera le placement, les pièces suivantes : 1° Certificat de contagiosité de la mère ; 2° Certificat de domicile légalisé ; 3° Certificat de non-contagiosité de l'enfant ; 4° Certificat de vaccin ; 5° Certificat de baptême s'il y a lieu. Cf. M^{lle} A. Noufflard, op. cit.

tutions publiques et semi-publiques, d'autre part, des entreprises privées ⁽¹⁾.

§ 1^{er}. L'ŒUVRE DU SERVICE SOCIAL DANS LE CADRE
ADMINISTRATIF

Dans le cadre régional comme dans le cadre local, sinon dans le cadre national, des auxiliaires sociales coopèrent, à différents titres, à la protection médico-sociale de la maternité et de l'enfance.

« Par une disposition heureuse, mais qui est restée à peu près inappliquée » ⁽²⁾, le législateur du 27 juin 1904 a autorisé le Conseil général à « créer, dans le cas où il le juge utile, un ou plusieurs emplois de visiteuses d'enfants » ⁽³⁾. D'autre part, « certains départements, comme le département de la Seine, ont organisé pour les enfants secourus un service de dames-déléguées et des consultations de nourrissons » ⁽⁴⁾. Les Services d'Hygiène et d'Assistance sociale du Ministère des Régions Libérées constituent, néanmoins, le premier service social créé, pour la protection de la maternité et de l'enfance, dans le cadre

(1) Les institutions d'hygiène sociale et d'assistance, dont nous étudions les services sociaux, se situent, d'une part, dans un cadre administratif, d'autre part, dans un cadre économique. Dans un cadre administratif, d'une part, en ce qu'elles bénéficient à des individus dont le domicile de secours est fixé dans un département, la résidence dans une commune, ou encore aux clients d'un Bureau de Bienfaisance, aux pensionnaires d'un Hôpital, aux locataires d'un Office public d'Habitations à Bon Marché. Dans un cadre économique, d'autre part, en ce qu'elles bénéficient, au titre de leur profession ou de leur métier, soit à des fonctionnaires publics et à leurs familles, soit à des salariés du commerce ou de l'industrie. Nous étudierons donc leurs services sociaux dans leur cadre administratif, d'abord, puis dans leur cadre économique.

(2) Armand Guillon et Georges Guilhaud, op. cit., p. 140.

(3) Loi du 27 juin 1904, sur le service des enfants assistés, article 30. D. P. 1905, 4, 16.

Loi du 27 juin 1904. Articles 3 et 7 modifiés par la loi du 22 avril 1905. D. P. 1905, 4, 129.

(4) Armand Guillon et Georges Guilhaud, op. cit., p. 143.

du département, par les pouvoirs publics, et il a été créé par l'Etat ⁽¹⁾.

Créés en 1919, dans les départements de l'Aisne, des Ardennes, de la Marne, de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme, pour y résoudre les difficultés d'ordre hygiénique et social avec lesquelles, d'une part, les populations restées en pays envahis, d'autre part, les populations réfugiées réintégrant leur domicile d'avant-guerre se trouvèrent aux prises, ces services, rattachés, en 1922, au Ministère de l'Hygiène, ont été, postérieurement, supprimés pour des raisons d'ordre budgétaire ⁽²⁾. Si l'intérêt qu'elle offre est donc surtout rétrospectif, l'étude de ces services d'hygiène n'en doit pas moins être entreprise, parce qu'elle est de nature à mettre en lumière l'efficacité de l'organisation, pour la diffusion de l'hygiène maternelle et infantile et la protection de la santé publique, d'un cadre d'auxiliaires sociales qualifiées.

En l'espèce, les cadres des services d'hygiène sociale du Ministère des Régions Libérées furent recrutés parmi les membres de l'Association des Surintendantes de France ⁽³⁾.

A l'administration centrale du Ministère des Régions Libérées, une Surintendante ⁽⁴⁾ fut chargée du recrutement.

(1) Cf. : Congrès des Institutions d'Assistance et d'Hygiène sociales (Paris, 1^{er}-7 juillet 1921), 3^e Annexe à la séance du 2 juillet, p. 55 à 58.

Bulletin de l'Association des Surintendantes de France, janvier 1921, n° 4.

Rapport de M^{me} Brunschvicg à l'Assemblée Générale du 13 Novembre 1920.

Bulletin de l'Association des Surintendantes de France.

Rapport de M^{lle} Delagrange à l'Assemblée Générale du 13 février 1923.

(2) Issu de ces services, le Bureau Central des Infirmières a été, par arrêté ministériel du 22 août 1925, rattaché à l'Office National d'Hygiène Sociale.

(3) Cf., p. 30.

(4) M^{me} Gervais-Courtellemont.

de la formation ⁽¹⁾ et de la direction du personnel féminin de ces services.

A chacune des Préfectures des neuf départements libérés, fut attachée une Inspectrice déléguée chargée, sous l'autorité du Préfet et sous la direction de l'Inspecteur départemental d'Hygiène, d'organiser dans le département les services d'hygiène sociale et d'assistance.

Dans le domaine de l'hygiène sociale, l'Inspectrice déléguée organisa, avec la collaboration des infirmières placées sous ses ordres et en liaison avec des services publics et des œuvres privées ⁽²⁾, des consultations de nourrissons et des consultations d'hygiène scolaire ⁽³⁾, des crèches, des garderies d'enfants, des maisons maternelles et elle intensifia la lutte contre la tuberculose.

Dans le domaine de l'assistance sociale, l'Inspectrice déléguée facilita le retour au foyer ruiné des familles privées de ressources, leur fit payer les allocations dont le mandatement se faisait attendre, les aida à évaluer le montant de leurs dommages de guerre, plaça des enfants orphelins ou moralement abandonnés, et elle activa dans le département, sous toutes ses formes, la renaissance de la vie sociale.

Sous les ordres de l'Inspectrice déléguée, des Infirmières déléguées, infirmières sociales et infirmières scolaires ⁽⁴⁾, mirent en œuvre, dans leurs secteurs respectifs, le matériel d'hygiène sociale dont furent dotées les régions libérées. Leur nombre, primitivement fixé à 182, fut, dans le courant de 1922, réduit à 164 et, au début de 1923, à 104.

(1) Cours et stages concernant l'enfance.

(2) Service des Secours et de la Vie Locale du Ministère des Régions Libérées, Croix-Rouges américaine, britannique, française, Comité d'Assistance aux Régions Libérées, Retour au Foyer, Secours d'urgence, etc., etc.

(3) Voir p. 20, note 1.

(4) Les infirmières sociales furent affectées aux dispensaires d'hygiène sociale, les infirmières scolaires aux centres comportant de nombreux écoliers.

A la fin de 1922, le personnel féminin des services d'hygiène sociale, dont nous venons d'étudier brièvement l'organisation, avait collaboré « à la visite médicale et aux soins dont bénéficièrent les enfants de 660 écoles, au fonctionnement de 93 consultations de nourrissons, à l'organisation et à la gestion de 54 dispensaires et de 42 œuvres sociales, crèches, garderies d'enfants, maisons maternelles, bains, douches, ouvroirs, foyers, bibliothèques, écoles ménagères, de 4 préventoria et d'une colonie de vacances » ⁽¹⁾.

L'Etat ayant assumé seul les charges financières des services d'hygiène et d'assistance sociale créés, au lendemain de la guerre, dans les départements libérés, ces services n'ont pu être maintenus. Que leur suppression ait été fâcheuse, c'est ce qu'attestent, à la clarté des chiffres que nous venons d'énumérer, les résultats de l'œuvre entreprise, dans la France dévastée, par une élite d'auxiliaires sociales.

A cette œuvre, les infirmières du Comité américain pour la France dévastée ont, dans quatre cantons du département de l'Aisne ⁽²⁾, participé dans une mesure qui a été précisée par André Tardieu ⁽³⁾.

Dans les départements libérés, où les administrations préfectorales et les initiatives privées ont repris l'action hygiénique et sociale interrompue par l'Etat, comme dans les autres départements, le développement des institutions protectrices de la maternité et de l'enfance est inégal. Leur étude détaillée excéderait le cadre de cette étude. Bornons-nous donc à indiquer que la participation à leur fonctionnement d'auxiliaires sociales instruites est la condition de leur rendement. Qu'elles soient les organes

(1) M^{lle} Delagrangé, Rapport présenté à l'Assemblée générale de l'Association des Surintendantes de France du 13 février 1923.

(2) Les cantons de Soissons, Coucy-le-Château, Vic-sur-Aisne et Anizy-le-Château.

(3) Cf. : André Tardieu, « Devant l'Obstacle », p. 197 et suiv.

des services départementaux d'hygiène sociale ⁽¹⁾ ou les organes de services semi-publics ⁽²⁾, ces auxiliaires sociales secondent les médecins, stimulent les bureaux, rendent l'hygiène aisée et l'assistance humaine.

Dans le cadre du canton, la protection médico-sociale de la maternité et de l'enfance est exercée, dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, par des « Centres de Puériculture » dirigés par un médecin-inspecteur assisté d'une visiteuse de puériculture. Créés par les sociétés de la Croix-Rouge, par des municipalités ou des organisations privées, ces « centres » ne sont pas des institutions publiques, mais, soumis à l'agrément et au contrôle de l'administration départementale, ils en reçoivent des subventions. Membres de l'Association Alsacienne et Lorraine de Puériculture, ils appliquent les principes de puériculture dont cette association s'est inspirée dans son action médico-sociale, action essentiellement basée sur « la consultation individuelle, faite à domicile par la visiteuse » ⁽³⁾.

Dans le cadre communal, c'est à « une personne désignée par le bureau d'assistance » ⁽⁴⁾ que le législateur du 17 juin 1913 a confié la mission de veiller à l'hygiène des allocataires et des nouveaux-nés, mais c'est seulement le législateur du 15 avril 1916 qui, au nombre des membres du personnel des dispensaires d'hygiène sociale, a classé « un ou plusieurs enquêteurs, moniteurs ou monitrices d'hygiène et, s'il est utile, un ou plusieurs infirmiers ou infirmières d'hygiène » ⁽⁵⁾, enquêteurs, moniteurs et monitrices étant en particulier chargés des enquêtes et donnant

(1) Seine, Hérault (voir p. 19, note 2), etc.

(2) Rhône, Gironde, etc.

(3) Communication du professeur P. Rhomer à « La Journée de l'Enfance » (27-28 juin 1925), p. 76 et suivantes.

(4) Loi du 17 juin 1913, sur le repos des femmes en couches, article 4, §3. D. P. 1913, 4, 84.

(5) Loi du 15 avril 1916, instituant des dispensaires d'hygiène sociale, article 5. D. P. 1920, 4, 416.

l'éducation sanitaire soit sur place, soit au domicile du malade. Aussi bien n'est-ce pas au delà de 1918 que remonte l'organisation, dans le cadre de la commune, des premiers services assurant, par l'organe d'auxiliaires sociales, la protection médico-sociale de la maternité et de l'enfance. Publics, ces services sont organisés par les départements ⁽¹⁾ ou les communes ⁽²⁾ ; semi-publics, par des institutions telles que la Fondation franco-américaine pour l'Enfance, à Lyon, et la Fédération des Œuvres girondines de protection de l'Enfance, à Bordeaux.

La Fondation franco-américaine pour l'Enfance à Lyon a été créée à la fin de 1918 ⁽³⁾ pour assurer la continuation et le développement de la puissante organisation de protection de l'enfance dont la Croix-Rouge Américaine a doté la Ville de Lyon ⁽⁴⁾.

Cette organisation repose sur la constitution, à Lyon, d'un corps d'auxiliaires sociales, les Visiteuses de l'Enfance, dont les unes ont été mises à la disposition des services

(1) A Montpellier, le service social de la maternité et de l'enfance est assuré par les visiteuses de l'Office départemental d'Hygiène sociale de l'Hérault (voir p. 19, note 2).

(2) Dans le département de la Seine, les villes de Suresnes (voir p. 19, note 2), de Boulogne, de Vanves, d'Aubervilliers, d'Ivry et de Vitry-sur-Seine (voir p. 19, note 2) ont organisé des services sociaux.

A Strasbourg (Bas-Rhin), le contrôle de l'allaitement maternel est opéré, dans six circonscriptions, par les visiteuses de l'Office municipal d'Assurance et de Prévoyance sociales, et, dans deux autres circonscriptions, par les visiteuses de la Caisse locale générale de malades.

(3) Son Comité provisoire s'est réuni le 28 décembre 1918, et son Conseil d'Administration a tenu sa première réunion le 16 avril 1919.

(4) Cf. : Perret (D^r Emmanuel). « Les Visiteuses de l'Enfance ». Thèse.

Statuts de la Fondation franco-américaine pour l'Enfance, à Lyon (F. F. A.), 1, rue Alphonse-Fochier, Lyon.

Rapport du D^r P. Chatin sur l'exercice 1924 de la F. F. A.

Exposé sur l'exercice 1925 de F. F. A.

Rapport du P^r Mouriquand et du D^r Bertoye sur l'exercice 1926 de la F. F. A.

hospitaliers d'accouchement ou d'enfants et des différentes œuvres de l'enfance et dont les autres ont été employées comme visiteuses de district ⁽¹⁾.

Auxiliaires des consultations externes ⁽²⁾ des hôpitaux lyonnais, les visiteuses de la F. F. A. assurent, à l'Hôpital Debrousse, à l'Hôpital de la Charité et à l'Hôpital de la Croix-Rousse, dans les Services de Médecine et de Chirurgie infantiles comme dans les Maternités et les Cliniques obstétricales, un service social régulièrement organisé.

En collaboration avec les services du département du Rhône, une visiteuse de la F. F. A. ⁽³⁾ a organisé les premiers services de la Nourricerie départementale du Vinatier. Attachée à cet Etablissement de puériculture modèle, une Visiteuse de l'Enfance dirige l'allaitement des enfants soignés dans ses services ⁽⁴⁾, et y forme les Visiteuses stagiaires de l'Ecole régionale d'Infirmières-Visiteuses.

En collaboration avec les services municipaux de la Ville de Lyon, les visiteuses de la F. F. A. contrôlent l'exécution de la Loi Strauss ⁽⁵⁾, et elles assistent aux consultations des dix crèches municipales. Elles sont chargées de l'enseignement pratique de la puériculture aux fillettes des classes supérieures des écoles primaires de la Ville de Lyon. Enfin, l'une d'elles dirige la Pouponnière municipale de Caluire.

En collaboration avec les œuvres privées, les visiteuses de la F. F. A. assurent le service d'Assistante aux consultations de nourrissons de la Charité Maternelle, de la

(1) Le système du « District Nursing », en usage dans les grandes villes des Etats-Unis, permet la surveillance efficace de tous les enfants d'un quartier.

(2) Consultations prénatales et consultations d'enfants.

(3) M^{lle} Bosc.

(4) Maison maternelle et pouponnière.

(5) Loi du 17 juin 1913.

Consultation Budin, des Œuvres des Poupons des Brotteaux et des Nourrissons des Terreaux, de la Goutte de Lait de la Croix-Rousse, de la Mutualité Maternelle, de la Consultation du chemin de Gerland et de la Société Protectrice de l'Enfance.

La F. F. A. collabore également avec les organisations patronales. Les usines Berliet, ainsi que la Compagnie Havre-Paris-Lyon-Marseille et la Compagnie Lyonnaise de Navigation recourent aux services de ses visiteuses. Enfin, c'est à la F. F. A. que le Comité commun pour l'hygiène de l'Enfance des Caisses d'allocations familiales a confié l'exécution de son programme d'hygiène maternelle et infantile, programme comportant, d'une part, la protection hygiénique de la mère, avant la naissance de l'enfant, d'autre part, la surveillance hygiénique de la première et de la seconde enfance ⁽¹⁾.

Indépendamment de sa collaboration étroite avec toutes ces organisations publiques, privées ou patronales, la F. F. A. a organisé, dans les sept districts de quartier en lesquels a été divisée, à cette fin, la Ville de Lyon, un service de visites à domicile. Ce service a été assuré, durant l'année 1926, par soixante Visiteuses de l'Enfance, divisées en équipes dont chacune est affectée à un district ⁽²⁾. Ces visiteuses assurent, en liaison avec toutes les organisations auxquelles la F. F. A. donne son concours, le service médico-social de la maternité et de l'enfance. Des visiteuses spécialisées soignent les enfants malades à domicile.

Pour financer la vaste organisation médico-sociale dont elle a doté la Ville de Lyon, la F. F. A. dispose d'un capital de 1.306.000 fr. ⁽³⁾. Le revenu de ce capital est annuellement de 60.000 fr. La F. F. A., qui est reconnue

(1) Voir p. 80 et suivantes.

(2) La permanence de chaque district est munie du téléphone.

(3) Ce capital a été constitué pour moitié, par une souscription américaine, pour moitié, par une souscription lyonnaise.

d'utilité publique, est subventionnée par l'Etat ⁽¹⁾, ainsi que par la Ville de Lyon et par les organisations avec lesquelles elle collabore à la protection hygiénique de la maternité et de l'enfance.

Le tableau suivant fait ressortir, plus clairement que toute analyse, le développement de l'œuvre de la F. F. A.

ANNÉES	NOMBRE de V. E.	NOURRISSONS VISITÉS	VISITES faites aux Nourrissons	VISITES PRÉNATALES pour la loi Straus	VISITES PRÉNATALES C. C. H. E.	Visites C. C. H. E. enfants jusqu'à 13 ans	DÉPENSES	DÉCÈS d'Enfants visités en dessous de 1 an
	(Visiteuses de l'Enfance)				(Comité commun pour l'Hygiène de l'Enfance)			
1918	7							
1919	19	1.801					121.002.25	
1920	30	7.132	45.396				144.384.50	308
1921	53	9.916	65.109	5.765		2.680	223.245.55	438
1922	33	10.258	57.804	5.072		10.846	242.335.15	336
1923	44	9.231	51.909	5.023		8.837	313.409.65	298
1924	54	9.312	56.050	4.639	4.284	13.482	393.173.60	336
1925	60	9.846	58.112	4.561	7.283	16.459	399.005.60	301
1926	60	10.477	61.949	3.297	11.679	15.284		384

Ce que la Fondation Franco-Américaine pour l'Enfance a fait pour la Ville de Lyon, la Fédération des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance l'a fait pour la Ville de Bordeaux. Elle a créé, en effet, « un corps d'Infirmières-Visiteuses dont elle a doté la Ville de Bordeaux, et elle met ces Infirmières-Visiteuses à la disposition de toutes les œuvres qui désirent leur concours » ⁽²⁾.

(1) Le montant de la subvention de l'Etat a été, en 1925, de — 17.050 francs.

(2) Communication du D^r Rocaz, secrétaire général de la Fédération, au 47^e Congrès de l'Association pour l'avancement des sciences, Bordeaux, 1923.

Cf. D^r Rocaz, « Le lait pour nourrissons de la Ville de Bordeaux », 1924.

Fondée en Avril 1918, la Fédération des Œuvres Giron-
dines de Protection de l'Enfance groupe aujourd'hui qua-
rante-cinq œuvres « qui ont chacune un fonctionnement et
des buts différents, mais qui, par leur réunion, consti-
tuent un système complet de surveillance et de protection
de l'enfant, à tous les moments de son évolution, depuis la
conception jusqu'à la puberté, dans tous les milieux et par
les moyens dont l'efficacité est actuellement reconnue la
meilleure » ⁽¹⁾.

La Fédération s'est assigné une triple tâche. Elle a
voulu, en premier lieu, doter les œuvres fédérées d'un
service social de valeur. Elle a voulu, en second lieu,
combler, dans l'ordre matériel, les lacunes des institutions
d'hygiène maternelle et infantile de la Ville de Bordeaux.
Elle a voulu, enfin, coordonner, pour améliorer la pro-
tection de la maternité et de l'enfance, les efforts publics
et privés.

Cette triple tâche, la Fédération des Œuvres Giron-
dines de Protection de l'Enfance l'a entièrement remplie.

La valeur du service social dont elle a doté la Ville
de Bordeaux est démontrée, en premier lieu, par les résul-

Rapport présenté par le D^r Rocaz au Congrès du Comité giron-
din de l'Alliance d'Hygiène Sociale (28-29 novembre 1924).

Communication du D^r Rocaz à « La Journée de l'Enfance »
(27-28 juin 1925), p. 95 et suivantes.

Discours prononcé par le D^r Rocaz à l'inauguration du Centre
de Protection de l'Enfance à Bordeaux, le 24 juillet 1925.

(1) Communication du D^r Rocaz à « La Journée de l'Enfance »,
p. 96.

Les quarante-cinq œuvres groupées, en 1927, dans le sein de
la Fédération comportent seize consultations prénatales et trente
consultations de nourrissons, deux maisons maternelles, douze
crèches, des pouponnières au nombre desquelles se classe la
chambre d'allaitement de l'usine de biscuits Olibet, et, pour la
protection hygiénique des enfants au-dessus d'un an et des enfants
d'âge scolaire, la Pouponnière Internat de la Crèche de la Bastide,
des préventoria, des dispensaires et consultations d'enfants malades,
des œuvres antituberculeuses et des Colonies de Vacances.

tats de l'action de ses Infirmières-Visiteuses ⁽¹⁾. Desservant tous les quartiers de Bordeaux, elles ont fait, en 1924, 15.587 visites à domicile ⁽²⁾, assurant, d'autre part, 1.601 présences aux consultations des œuvres et de l'Hôpital des Enfants. La mortalité des nourrissons surveillés par elles ne s'est élevée, au cours de cette année, qu'à 2,6 o/o, la mortalité générale des enfants de moins d'un an ayant dépassé, durant la même période, 12 o/o ⁽³⁾. Leur action médico-sociale, dont les œuvres fédérées, d'une part, et, d'autre part, le corps médical de la Ville de Bordeaux ont eu hautement à se louer, n'a cessé, depuis, de se développer.

En provoquant, en second lieu, dans les quartiers de Bordeaux qui en étaient dépourvus, la fondation de plusieurs consultations de nourrissons, et en obtenant de la Commission administrative des Hospices de Bordeaux la création de la Maison Maternelle de Cholet ⁽⁴⁾, la Fédération a perfectionné l'outillage hygiénique de la Ville. C'est également à l'action de la Fédération qu'est due la création, par la Ville de Bordeaux, d'un organisme

(1) De six en 1924, le nombre des Infirmières-Visiteuses de la Fédération s'est élevé à treize en 1927. Munies du Diplôme d'Etat de Visiteuse d'Hygiène sociale de l'Enfance, toutes sont nommées au concours, dirigées et rémunérées par la Fédération.

(2) Sur ces 15.587 visites, 2.137 ont été faites sur la demande de divers médecins de la ville, et en dehors de l'intervention de toute œuvre.

(3) Sur les 2.500 nourrissons surveillés, en 1924, par les six Infirmières-Visiteuses de la Fédération, 65 seulement ont succombé au cours de l'année. Ces six Infirmières-Visiteuses, a dit, dans son discours du 24 juillet 1925 (voir p. 62), duquel ces chiffres sont extraits, le D^r Rocaz, « ont, en une année, arraché à une mort certaine plus de 300 enfants. »

(4) La Maison Maternelle de Cholet, ouverte en novembre 1920, comprend un Asile de femmes enceintes, un Asile d'allaitement, et une Pouponnière pour les nourrissons de l'Assistance Publique.

assurant la distribution aux nourrissons d'un lait absolument pur ⁽¹⁾,

En créant, enfin, un « Centre de Protection de l'Enfance » ⁽²⁾, doté d'un fichier médico-social, la Fédération a augmenté, par une organisation rationnelle, le rendement des dépenses publiques et privées consacrées, à Bordeaux, à l'hygiène de la maternité et de l'enfance.

En résumé, la mère et l'enfant bénéficient, à Lyon et à Bordeaux, d'une protection médico-sociale complète. L'œuvre de la Fondation franco-américaine pour l'enfance et celle de la Fédération des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance, bien que celle-ci ait été entreprise avec des moyens plus modestes, sont des modèles. Sans examiner les institutions d'hygiène maternelle et infantile dont sont dotées les autres villes françaises, nous nous bornerons à constater qu'elles ne sont pas uniformes. Quant aux communes rurales, elles sont totalement déshéritées. La multiplication des Maternités rurales ⁽³⁾ et des Foyers des Campagnes ⁽⁴⁾, la création dans ces communes, de postes de sages-femmes « Assistantes sociales de protection maternelle et infantile » ⁽⁵⁾ remédieraient à une situation qui met en péril l'avenir de la race.

(1) Le « Lait pour Nourrissons de la Ville de Bordeaux » provient de vaches absolument saines, dont la traite s'opère mécaniquement. Il est réfrigéré, aussitôt traité, par les procédés les plus modernes.

(2) Le « Centre de Protection de l'Enfance », ancien Secrétariat Permanent de la Fédération, est installé dans les locaux de l'Hôpital des Enfants, 168, cours de l'Argonne.

(3) Cf. : Marcel Fosseyeux : « L'organisation hospitalière », in « Médecine Sociale », op. cit., p. 497.

(4) Cf. : Statuts du « Foyer des Campagnes », association reconnue d'utilité publique, 391, rue de Vaugirard, Paris (15°).

Compte-rendu de l'Assemblée Générale du 25 octobre 1926.

(5) Cf. : « La Française », n° du 23 octobre 1926. Extraits du rapport présenté au huitième Congrès de la Natalité, par M^{lle} C. Mossé.

« La Française », n° du 2 avril 1927. La proposition de Loi Caffort sur les sages-femmes d'Etat.

Si, dans le cadre de la grande ville, la constitution de corps de visiteuses de l'enfance ne remonte pas au-delà de 1918, les origines de la protection médico-sociale de la maternité et de l'enfance sont, dans le cadre du quartier, bien antérieures ⁽¹⁾. C'est, en effet, le 14 janvier 1901 que la première consultation de nourrissons organisée par l'« Association Maternelle et Infantile de Plaisance » a eu lieu « dans un très modeste local d'où avait été délogé peu auparavant un marchand de vins » ⁽²⁾. L'œuvre créée par M^{lle} Chaptal a prospéré. Ce qu'elle était à ses débuts, ce qu'elle est devenue, c'est ce que les chiffres suivants font ressortir.

Alors qu'en 1901, 450 consultations avaient été données à un peu plus de 200 enfants inscrits à l'œuvre, 16.504 consultations ont été données, en 1926, à 1.274 enfants, et, de 2.500 en 1901, le nombre des pesées s'est élevé, en 1926, à 12.883. Alors, d'autre part, qu'en 1901, l'œuvre n'était pas dotée d'un cadre d'infirmières-visiteuses, celles-ci ont fait, en 1906, 21.871 visites à domicile, dont 13.722 visites aux nourrissons, 3.888 aux bénéficiaires de la loi Strauss, 717 aux femmes enceintes et 879 à des adultes ⁽³⁾.

Ajoutons que le budget de l'œuvre s'est élevé de 1.500 fr. à peine, en 1901, à 278.528 fr. 11 en 1926.

Enfin, le rendement de l'œuvre a été proportionné à son développement. 28 o/o seulement des enfants suivis par

(1) Il y a lieu d'observer, ici, que la population de tous les arrondissements et de bien des quartiers de Paris est supérieure à la population d'un grand nombre de Préfectures.

(2) Rapport du D^r Ancelet, médecin-chef de l'Assistance Maternelle et Infantile de Plaisance, présenté à l'Assemblée générale de la Maison-Ecole d'Infirmières Privées du 14 janvier 1926.

Cf : Rapports du D^r Ancelet présentés aux Assemblées générales de la Maison-Ecole d'Infirmières Privées du 8 février 1925 et du 9 juin 1927.

(3) C'est la Maison-Ecole d'Infirmières Privées qui forme les infirmières-visiteuses de l'« Assistance Maternelle et Infantile de Plaisance ».

l'œuvre étaient nourris au sein en 1904, et 82,1 0/0 en 1926. La proportion des enfants nourris au sein s'est même élevée, en 1920, à 94 0/0, et elle n'a décliné depuis que sous l'impérieuse pression des nécessités économiques. Quant à la mortalité des enfants suivis par l'œuvre, enfants élevés dans des logements d'où l'hygiène est trop souvent bannie, elle a varié, suivant les années, entre 2 et 3 0/0, ce qui est un résultat remarquable.

Aussi populeux que celui de Plaisance sont, certes, les quartiers du xv^e Arrondissement ⁽¹⁾ dans lesquels le service social de l'Association pour le développement de l'Hygiène Maternelle et Infantile exerce son activité. Assuré mi par les visiteuses de l'Office Public d'Hygiène Sociale du Département de la Seine, mi par les Stagiaires de l'Ecole de Puériculture de la Faculté de Médecine de Paris, ce service social, né de la coopération de l'Université, de l'Administration et d'une œuvre privée, doit être, à ce titre, mentionné ici avec éloge ⁽²⁾.

C'est dans ce cadre du quartier, populaire et vivant à la fois, que les « centres sociaux », eux aussi, collaborent à la protection de la maternité et de l'enfance. Particulièrement caractéristique des origines américaines de l'œuvre « Pour l'Enfance et la Famille par l'Aide Sociale », telle apparaît la spécialisation des auxiliaires du Centre social de la rue Clavel ⁽³⁾. Organes de ses consultations préna-

(1) Les quartiers Saint-Lambert, Necker, Grenelle et de Javelle.

(2) Cf : Rapport moral du D^r Weill-Hallé, présenté à la septième Assemblée générale de l'Association pour le Développement de l'Hygiène Maternelle et Infantile, le 24 février 1926.

Henri Sellier et Henri Rousselle. « L'Office Public d'Hygiène Sociale du Département de la Seine ». Rapport présenté au Conseil général de la Seine le 20 décembre 1922, p. 29 à 34.

(3) « Pour l'Enfance et la Famille par l'Aide Sociale » a été fondée le 1^{er} juillet 1919 pour prendre la suite de l'œuvre créée par la Croix-Rouge américaine dans le 19^e arrondissement. Siège Social, 6, rue Clavel, Paris (19^e).

Cf : Historique de l'Œuvre, par Daniel Halévy.

Compte-rendu de la 7^e Assemblée générale du 2 février 1927.

tales et de ses consultations de nourrissons, ses infirmières-visiteuses dépistent, au foyer familial, les maladies contagieuses et les affections héréditaires, soignent les enfants à domicile et donnent aux mères des leçons d'hygiène. Quant à ses assistantes sociales, par leurs interventions auprès des pouvoirs publics et leurs démarches auprès des œuvres d'assistance, par les allocations qu'elles procurent, les réconciliations qu'elles provoquent, les placements d'enfants qu'elles facilitent, elles aident les mères à résoudre les difficultés de l'existence.

Les auxiliaires sociales ne remplissent pas seulement leur tâche dans le cadre des circonscriptions administratives où nous venons de les voir à l'œuvre, mais elles la remplissent de même dans le cadre des établissements publics. Dans les Maternités des Hôpitaux et dans leurs services d'enfants comme dans les dispensaires des Bureaux de Bienfaisance ou dans les cités des Offices Publics d'Habitations à Bon Marché, des auxiliaires sociales épaulent les mères et sauvegardent les tout-petits.

Quatre œuvres diverses assurent le service social dans les Maternités de Paris.

Ce sont ⁽¹⁾ :

1° « Le Service d'Entr'aide sociale », à la Maternité de Port-Royal et à la Clinique Tarnier.

2° « Les Volontaires du Service Social », à La Charité.

3° « Les Amis de la Maternité », à Boucicaut.

4° « Le Service Social à l'Hôpital », dans les Maternités de Saint-Antoine, Lariboisière, La Pitié, Beaujon, Saint-Louis, à la Clinique Baudelocque, à la Maison Maternelle de Saint-Maurice et à la Maison Nationale du Vésinet.

Sans examiner, quant à nous, si la fusion de ces œuvres n'est pas hautement désirable ⁽²⁾, nous nous bornerons à

(1) Cf. M^{lle} A. Noufflard, mémoire sur le « Service Social à l'Hôpital », octobre 1926.

(2) Cf. M^{lle} A. Noufflard, mémoire sur le « Service Social à l'Hôpital », octobre 1926.

mettre en relief ce que les assistantes sociales du « Service Social à l'Hôpital » ont fait respectivement, dans sa Section des Maternités et dans sa Section des Enfants, pour améliorer le rendement social des services hospitaliers dont elles sont les auxiliaires. S'il est simple de chiffrer leurs visites, leurs démarches et leurs enquêtes, les abandons qu'elles ont conjurés, les adoptions qu'elles ont provoquées, les placements qu'elles ont opérés, il est plus délicat de peindre, dans leur vivante complexité, les crises qu'elles ont dénouées. Pour mesurer, d'une part, leur effort, et pour en montrer, d'autre part, la riche et souple diversité, nous citerons donc des statistiques et des cas concrets.

Des statistiques ⁽¹⁾

Le tableau suivant illustre les résultats du travail accompli, dans les Maternités et les services d'enfants des hôpitaux parisiens où elles exercent leurs fonctions, par les assistantes sociales de l'œuvre dont M^{me} E. Fetting est l'animatrice.

(1) Cf. Rapports de M^{me} de Clermont, Présidente de la Section des Maternités, et du D^r Louis Guinon, Président de la Section des Enfants, à la 1^{re} Assemblée Générale du Service Social à l'Hôpital, le 3 février 1923.

Rapports du D^r L. Devraigne, Secrétaire général de la Section des Maternités, et du D^r P. Lereboullet, Secrétaire général de la Section des Enfants, à la 2^{me} Assemblée Générale, le 18 février 1924.

Rapport du D^r Rist, à la 3^{me} Assemblée Générale, le 9 février 1925.

Rapport du D^r Rist à la 4^{me} Assemblée Générale, le 8 février 1926, et tableau des statistiques 1924-1925.

Rapport du Professeur Couvelaire à la 5^{me} Assemblée Générale, le 14 février 1927, et tableau des statistiques 1925-1926.

Le " SERVICE SOCIAL A L'HOPITAL "
Sections des Maternités et des Enfants

	1 ^{er} Mars 1921 31 Déc. 1922	1923	1924	1925	1926
Placements de femmes enceintes			543	593	621
Femmes dirigées sur les cantines maternelles	341	362	342	526	479
Placements de femmes après leurs couches			755	851	1.012
Placements de mères pour travailler avec leur enfant	100	129	211	385	369
Placements d'enfants en danger de contamination		182 (Enfants)	474	482	483
Placements d'enfants pendant les couches de leur mère	499 (Maternités)	320 (Maternités)	330	351	213
Placements d'enfants malades		202 (Enfants)	492	487	470
Placements de nourrissons	65 (Maternités)	338 (Maternités)	563	771	896
Total des placements d'enfants		(Maternités et Enfants)	1.859	2.091	2.062
Abandons conjurés	61	64	55	58	65
Adoptions		15	11	7	20
Réconciliations	10	14	17	48	39
Mariages	2		4	2	4
Secours en espèces, Maternités		9.387.»»	18.937.05	54.430.65	13.867.»»
Secours en espèces, Enfants	7.579.»»	14.000.»»	9.491.»»	15.588.»»	25.038.85

Des cas concrets

« M^{me} D..., dont le mari est en prison, a quatre enfants, dont l'aîné a six ans. Elle se trouve sans ressources à sa sortie de la Maternité.

L'Assistante sociale obtient pour elle :

- 1° Un secours de l'Assistance Publique ;
- 2° Le bureau de bienfaisance paie l'arriéré du loyer ;
- 3° La mère va à la Cantine Maternelle ;
- 4° Elle obtient des vêtements par le Vestiaire des Hôpitaux ;
- 5° Elle obtient une machine à coudre par la Fondation Rachel ;
- 6° Elle obtient du travail par l'Œuvre Emile Halphen.

Grâce à ces différents secours, la mère peut travailler chez elle et garder ses enfants » ⁽¹⁾.

Agent de liaison entre ses clientes et les institutions ou œuvres d'assistance, l'assistante sociale fait aussi l'éducation des mères de famille et elle lutte contre le taudis.

« Simone T..., neuf mois, est amenée (à une consultation de l'Hôpital des Enfants Malades) pour diarrhée légère. Le traitement en est vite fait, mais, pour éviter le renouvellement des troubles, il faut savoir pourquoi le régime alimentaire est mal conduit. L'enquête de l'assistante apprend que Simone a six frères et sœurs, que le père est mort, il y a trois mois, d'une broncho-pneumonie, que la mère et l'aîné des enfants travaillent, que la famille habite dans un hôtel meublé. L'assistante sociale conseille à la mère de mettre Simone à la crèche pendant le temps de son travail, au lieu de la faire garder par sa sœur aînée, qui manque ainsi la classe. Simone n'est pas malade, mais mal soignée. Il lui faudrait un autre logement. L'assistante se met en rapport avec l'Assistance Publique pour l'obtenir.

(1) Extrait du rapport de M^{me} de Clermont, Présidente de la Section des Maternités, à la 1^{re} Assemblée Générale du « Service Social à l'Hôpital ». Page 14 du procès-verbal de cette Assemblée.

La demande accordée, il faut pourvoir à l'ameublement. C'est encore l'assistante qui s'adresse à l'infirmière visiteuse de l'arrondissement et aux différentes Œuvres privées (Abri, Œuvre du Moulin Vert) pour arriver à installer cette famille nécessiteuse » ⁽¹⁾.

A l'Hôpital, l'auxiliaire sociale guérit encore d'autres plaies, et sonde d'autres cœurs trop lourds. Au « Dispensaire polyvalent » du Bureau de Bienfaisance moderne, elle est l'âme de la Goutte de Lait, de la Consultation de Nourrissons et de la Consultation prénatale ⁽²⁾. Dans les Cités des Offices Publics d'Habitations à Bon Marché, elle coordonne l'action sociale des œuvres qui y propagent l'hygiène maternelle et infantile ⁽³⁾.

Telle est, brièvement esquissée, dans le domaine de la protection de la maternité et de l'enfance et dans le cadre administratif, l'œuvre des auxiliaires sociales ⁽⁴⁾.

(1) Extrait du rapport du D^r Lereboullet, Secrétaire général de la Section des Enfants, à la 2^{me} Assemblée Générale du « Service Social à l'Hôpital ». Page 21 du procès-verbal de cette Assemblée.

(2) Cf. M^{lle} Chaptal. « Du rôle de l'Infirmière-Visiteuse et de l'Assistante sociale dans l'application des lois et règlements d'assistance », rapport présenté au 7^e Congrès National d'Assistance publique et privée, à Nancy (27-30 octobre 1927), p. 3 à 10 : l'activité médico-sociale du Bureau de Bienfaisance de Béziers (Hérault).

(3) Les visiteuses de l'Office Public des Habitations à Bon Marché du Département de la Seine, en résidence dans ses cités, y coopèrent aux consultations de nourrissons assurées par l'Œuvre de la Protection du Nourrisson dans les cités de Gennevilliers, de Dugny, de Bagnolet et de Cachan, par la Mutualité Maternelle dans les cités des Lilas, de Nanterre, de Stains et de Plessis-Robinson, et par la municipalité dans les cités de Suresnes, de Drancy et d'Arcueil. Dans cette dernière cité, deux autres consultations sont assurées, l'une par les Dames de l'Union, l'autre par la Charité Maternelle.

Les auxiliaires familiales de l'« Aide aux Familles nombreuses » exercent dans les cités des « Sapins » et de « Trianon », à Rouen, une action analogue à celle de ces visiteuses. Voir p. 41, note 1.

(4) Si nous nous abstenons de chiffrer le nombre des mères et des enfants bénéficiant, dans le cadre administratif de la France,

§ 2°. L'ŒUVRE DU SERVICE SOCIAL DANS LE CADRE
ÉCONOMIQUE

Hier, dans des usines de guerre, aujourd'hui, dans des administrations, des services publics concédés, et aussi dans l'industrie privée, des auxiliaires sociales ont protégé, et elles protègent efficacement la maternité et l'enfance.

Dans les usines de guerre de l'Etat, la Circulaire Ministérielle du 29 octobre 1918 avait confié, en particulier, aux surintendantes chargées d'assurer le bien-être physique et moral des ouvrières de ces établissements la surveillance de l'exécution du service dans les crèches, les salles d'allaitement et dans les garderies d'enfants qui y avaient été annexées ⁽¹⁾.

A la Préfecture de Police, un service de puériculture, dont deux surintendantes sont les organes, a été créé par l'Association amicale et de prévoyance de la Préfecture de Police ⁽²⁾.

de la participation du service social au fonctionnement des institutions et des œuvres par lesquelles se trouve assurée leur protection sociale ainsi que médico-sociale, et si nous ne chiffrons pas le nombre des mères et des enfants bénéficiant de cette participation dans le cadre économique de la France, c'est parce que l'évolution constante des institutions et des œuvres de service social rend l'établissement de toute statistique de cette nature singulièrement illusoire.

Bornons-nous donc à indiquer, après M^{lle} Chaptal (cf. 17^e Cahier du Redressement français, p. 89) qu'au mois d'avril 1927 il y avait en France 374 infirmières de l'enfance diplômées, dont 87 à Paris, 62 à Lyon et dans le Rhône, 24 dans le Nord et respectivement 12 dans deux autres départements. Pour 81 départements, il n'y avait que 177 infirmières de l'enfance.

(1) Bulletin n° 1 de l'Association des Surintendantes de France, avril 1920.

Cf. Compte-rendu de la 6^e Assemblée Générale de l'Association des Surintendantes d'Usines et de Services sociaux (24 février 1925). Allocution du Général Appert.

(2) Cf. « La Française », n° du 22 octobre 1927. G. Cavalier, surintendante à la Préfecture de Police, « M^{me} Chiappe et les Œuvres de la Préfecture de Police ».

La Compagnie des Chemins de fer du Nord a doté ses Cités-Jardins d'un remarquable matériel d'hygiène maternelle et infantile ⁽¹⁾. Dans six Cités ont fonctionné, en 1926, des Gouttes de Lait, dans vingt-trois, en liaison avec des Consultations prénatales, des Consultations de Nourrissons ⁽²⁾. Vingt-huit infirmières visiteuses, dont vingt-et-une en résidence dans les Cités, y ont assuré, en 1925, les services d'hygiène ⁽³⁾. Ces auxiliaires sociales ont fait, en 1925, dans treize Cités, 9.611 visites et, en 1926, dans seize Cités, 11.481 visites aux nourrissons, à domicile ⁽⁴⁾. La protection médico-sociale dont y bénéficient la mère et l'enfant a heureusement influé, dans les riannes Cités de la Compagnie du Nord, sur les taux de la natalité et de la mortalité infantile ⁽⁵⁾.

(1) L'installation de la consultation de nourrissons dont est dotée la cité d'Arras, son organisation et son fonctionnement sont particulièrement intéressants.

Le centre d'élevage d'enfants assistés fonctionnant dans la cité de Lille-la-Délivrance doit également être signalé.

(2) Statistiques communiquées par la Compagnie des Chemins de fer du Nord.

(3) Cf. M^{lle} Marguerite Grange, surintendante générale à la Compagnie du Nord : Exposé de l'Activité sociale dans les Cités-Jardins de la Compagnie du Nord fait, le 21 décembre 1925, au « Lyceum-Club ».

(4) Statistique communiquée par la Compagnie des Chemins de fer du Nord.

(5) Statistiques communiquées par la Compagnie des Chemins de fer du Nord.

Pourcentage de la natalité :

Moyenne générale de la France.....	1925.	1,96 %
	1926.	1,88 %
Moyenne pour l'ensemble des départements de l'Aisne, de l'Oise, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme.....	1925.	2,54 %
	1926.	2,22 %
Moyenne pour l'ensemble des Cités situées dans ces départements.....	1925.	3 %
	1926.	2,75 %

(Nota : M. Dautry a reconnu lui-même que, dans les Cités de

C'est par l'organe de ses surintendantes que la Compagnie de Chemins de fer de Paris à Orléans assure, dans ses principaux centres, au foyer de ses agents, l'observation des principes d'hygiène maternelle et infantile ⁽¹⁾. Quant à la Compagnie des Chemins de fer du Midi, son service social comprend quatre infirmières visiteuses de puériculture ⁽²⁾.

La conception du service social est une conception toute moderne ⁽³⁾. Que dans les garderies, les crèches, les hôpitaux ou les orphelinats fondés par de grandes entreprises au long passé de bienfaisance, les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul jouent le rôle dévolu, ailleurs, à la visiteuse ou à la surintendante, c'est donc chose toute naturelle. Les Sœurs de la Charité demeurent les précieuses

la Compagnie du Nord, « il y a peu de vieillards et que les chefs de famille de plus de 60 ans y sont l'exception. » (Rapport présenté par M. Dautry à la 2^e session des Etats Généraux de la Famille française, Rouen, 12 mai 1923).

Pourcentage de la mortalité infantile :

Moyenne générale de la France.....	1925.. 8,89 %
	1926. 9,74 %
Moyenne pour l'ensemble des départements de l'Aisne, de l'Oise, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine et de la Somme.....	1925. 9,09 %
	1926. 10,66 %
Moyenne pour vint-sept Cités situées dans ces départements	1925, 4,30 %
	1926. 5,47 %

(1) Cf. : J. Huc, inspecteur divisionnaire du Service du Personnel (Œuvres sociales) à la Compagnie P. O. « La Compagnie Paris-Orléans et les Surintendantes. »

Au 18 avril 1926, date de cette brochure, les Surintendantes de la Compagnie P. O. avaient organisé à Brives, Limoges, Capdenac, Montluçon, Vierzon, Nantes et Bordeaux des consultations de nourrissons.

(2) L'infirmière-visiteuse du 1^{er} Arrondissement est attachée au dispensaire de Bordeaux, celle du 2^e Arrondissement au dispensaire de Toulouse. Les infirmières-visiteuses des 3^e et 4^e Arrondissements résident respectivement à Béziers et à Tarbes.

(3) Voir p. 10, note 1.

auxiliaires des institutions créées en faveur de la maternité et de l'enfance par de grandes compagnies de Chemins de fer ⁽¹⁾, et par de puissantes entreprises métallurgiques et minières ⁽²⁾. L'étude de ces institutions sort du cadre de cette étude.

Les comptes rendus annuels des Assemblées Générales de l'Association des Surintendantes font clairement ressortir comment, dans le cadre d'entreprises diverses, la mère et l'enfant peuvent se trouver efficacement protégés. De leur protection, les surintendantes sont les infatigables artisans. Organisatrices d'œuvres sociales ⁽³⁾ et monitrices d'hygiène ⁽⁴⁾, elles distribuent aux mères de famille les

(1) Les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul demeurent, dans les trois centres de Paris, Tours et Périgueux, les organes des œuvres sociales de la Compagnie d'Orléans.

Cf. Armand Moreau, « L'œuvre sociale du P. L. M. ». Thèse, Paris, 1927, p. 104 : « Tous les orphelinats catholiques de filles (où la Compagnie P. L. M. place les filles de ses agents dont le père ou la mère vient à disparaître) sont dirigés par les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. Cette tendance est heureuse en raison de l'esprit d'abnégation des dirigeantes et de l'absence d'esprit de révolte dans leur enseignement. »

(2) Cf. Les Œuvres sociales dans les Etablissements du Centre de la Compagnie des Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons, Usines Saint-Jacques à Montluçon. Coulommiers, Imprimerie Ernest Dessaint, 1924, p. 9 : « Les Sœurs (de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul) sont actuellement au nombre de 11, qui se répartissent les œuvres diverses, telles que : infirmerie, pharmacie, crèche, garderie, ateliers de lingerie, de couture et de tricotage, école ménagère, désinfection, prophylaxie, stérilisation du lait... ».

Des Sœurs de la Charité sont également attachées à l'Hôpital de la Compagnie des Mines de Bruay.

(3) Cf. Compte rendu de la 3^e Assemblée Générale de l'Association (28 février 1922). Rapport moral de M^{me} Brunschvicg.

Compte rendu de l'Assemblée Générale du 13 février 1923. Rapport de M^{me} Fromentin, surintendante aux usines Lorraine-Dietrich, de Lunéville.

La salle d'allaitement des usines Michelin, à Clermont-Ferrand, la crèche-garderie des usines Lorraine-Dietrich, à Lunéville, sont respectivement placées sous la direction des surintendantes de ces entreprises.

(4) Cf. Compte rendu de la 7^e Assemblée générale (16 février 1926).

Rapport de M^{lle} Blanc, surintendante aux usines du Palais. La

allocations patronales ⁽¹⁾ et concourent à l'application des lois et règlements d'assistance ⁽²⁾.

L'œuvre accomplie par la surintendante en faveur de la mère et de l'enfant dans le cadre de l'entreprise, c'est celle que, dans le cadre du groupement régional ou corporatif d'industries, accomplissent les Infirmières Visiteuses des Caisses de Compensation pour Allocations familiales.

Assurances mutuelles destinées à garantir les employeurs octroyant à leurs ouvriers, en dehors de leurs salaires, des allocations correspondant à leurs charges de famille contre le risque d'inégalité dans les charges de famille de leur personnel, ces Caisses, dont la création est récente, se sont développées dans une mesure que le tableau suivant met fortement en lumière ⁽³⁾.

ANNÉES	CAISSES	ETABLISSEMENTS groupés dans les Caisses	ALLOCATAIRES des Caisses	ALLOCATIONS en millions de francs versées par les Caisses
1923	120	7.600	800.000	92
1924	152	9.300	1.100.000	128
1925	176	11.200	1.210.000	160
1926	195	14.000	1.300.000	200

surintendante des usines du Palais veille, au foyer de leurs ouvriers, à l'hygiène des futures mères (dont les urines sont analysées toutes les quinzaines) et des nourrissons, dont la pesée hebdomadaire, opérée jusqu'à 18 mois, permet l'examen régulier. Elle a organisé un système de prêts de berceaux.

(1) Cf. Références visées à la p. 75, note 3.

La surintendante des usines Lorraine-Dietrich, à Lunéville, usines dont le personnel est exclusivement masculin, visite les familles des ouvriers, et distribue aux mères de famille les primes de naissance et d'anniversaire, et les allocations d'allaitement que leur attribue la Société.

(2) Cf. : Compte rendu de l'Assemblée Générale du 13 novembre 1920. Rapport de M^{me} Mouth-Muth, surintendante aux usines Dietrich, de Reichshoffen (Bas-Rhin). La surintendante des usines Dietrich contrôle, en liaison avec la Mairie de Reichshoffen, l'application de la loi du 24 octobre 1919, assurant la protection des femmes qui allaitent leurs enfants.

(3) Cf. : Rapports moraux de M. Bonvoisin, directeur du Comité

Relèvement de la natalité française, amélioration du sort de la main-d'œuvre des employeurs groupés dans leur sein, échec au vote de la loi sur les assurances sociales ⁽¹⁾, telles furent les fins de l'action sociale des Caisses de Compensation. Cette action ne s'est pas seulement traduite par l'allocation de primes de naissances et de primes d'allaitement ⁽²⁾, mais encore par la création de services d'hygiène, dont les Infirmières Visiteuses sont les véritables « chevilles ouvrières » ⁽³⁾.

Le développement de ces services d'hygiène a été rapide. Alors qu'en 1922, les Caisses de la Région Parisienne, de Lyon, de Nantes et de Troyes avaient seules institué un service de visiteuses à domicile ⁽⁴⁾, vingt Caisses, en 1924, et quarante Caisses, en 1926, avaient organisé des services sociaux ⁽⁵⁾. Nous n'examinerons pas ici l'ensemble des institutions sociales créées par les Caisses de Compensation ⁽⁶⁾, mais nous nous bornerons à étudier, parce qu'il est particulièrement typique, le développement de l'action sociale de trois d'entre elles.

Central des Allocations familiales, présentés aux IV^e, V^e et VI^e Congrès Nationaux des Allocations familiales, en 1924, 1925 et 1926.

(1) Seule, la Caisse de Compensation, lisons-nous dans une brochure de la Caisse des Allocations familiales de Lyon et de la Région, peut « réaliser des organismes assez solides et assez puissants pour empêcher l'intervention législative menaçante. »

(2) Cf. : D^r Clotilde Mulon : « Allocations pour l'allaitement à domicile », in « Médecine Sociale », op. cit., p. 375 à 377.

(3) Rapport de M. Abel Durand sur « Le Fonctionnement des Services d'Hygiène », présenté au VI^e Congrès National des Allocations Familiales (10-13 Mai 1926). Compte Rendu du VI^e Congrès National, p. 71.

(4) Cf. Rapport de M. Gay sur « L'action sociale des Caisses de Compensation », présenté au II^e Congrès National des Caisses de Compensation (22 mai 1922).

(5) Cf. : Rapports de M. Abel Durand, présentés aux IV^e et VI^e Congrès Nationaux des Allocations Familiales.

(6) Assurances-maladie, préventoriums, sanatoriums, colonies de vacances, maisons de repos, écoles de plein air.

C'est au mois de février 1921 que la Caisse de Compensation de la Région Parisienne créa un « Service d'enquêtes » chargé de régler, en particulier, « les situations de veuves et d'orphelins restés tributaires de la Caisse après le décès du père de famille »⁽¹⁾.

A la fin du mois d'août suivant, la création d'un service social de plus grande envergure ayant été décidée, et le principe d'un essai de visites à domicile dans la banlieue parisienne adopté par la Commission de gestion de la Caisse de Compensation, les six premières « Auxiliaires de la Caisse de Compensation » entrèrent en fonctions, et commencèrent leurs visites aux familles ouvrières de Saint-Denis, de La Courneuve, d'Aubervilliers, de Pantin et du Pré-Saint-Gervais.

L'Assemblée Générale de la Caisse du 27 décembre 1921 vota, à l'unanimité des industriels adhérant à la Caisse, l'extension du service social à toute la région parisienne⁽²⁾, où, le 1^{er} avril suivant, trente « Auxiliaires » étaient à l'ouvrage ; elles étaient trente-huit en 1924⁽³⁾, et cinquante en 1927.

Assistée par deux « Auxiliaires » chefs de service, la Directrice du Service des Dames auxiliaires de la Caisse assure la Permanence Centrale du service, se tient en liaison constante avec les établissements affiliés à la Caisse de Compensation, et coordonne l'action des « Auxiliaires » placées sous ses ordres au cours de réunions mensuelles où elle leur donne ses directives.

(1) Rapport de M^{lle} Hardouin, directrice du Service des Dames auxiliaires de la Caisse de Compensation de la Région parisienne, présenté à la 3^e Assemblée Générale de l'Association des Surintendantes de France, le 28 février 1922.

(2) Cf. : Rapport de M. Fouquet, directeur de la Caisse de Compensation de la Région Parisienne, sur « Le Service Social de la Caisse de Compensation de la Région Parisienne », présenté au II^e Congrès National des Caisses de Compensation (22 mai 1922).

(3) Cf. : Rapport de M^{lle} Hardouin sur « L'action des « Visiteuses » dans la famille ouvrière », présenté au IV^e Congrès National des Allocations Familiales (26-29 mai 1924).

Les « Auxiliaires » assurent, dans leurs secteurs respectifs ⁽¹⁾, leur liaison avec les Municipalités et les Œuvres. Elles visitent les familles jouissant des allocations versées par la Caisse, et adressent à la Direction du service un compte rendu hebdomadaire de leur activité sociale. Titulaires du diplôme d'Etat d'infirmière visiteuse ou d'un diplôme équivalent ⁽²⁾, elles ne donnent pas de soins aux malades, mais elles sont assistantes sociales et monitrices d'hygiène.

Une « Enquêteuse », dont le rôle est strictement policier, est adjointe aux « Auxiliaires » de la Caisse. Elle vérifie la sincérité des déclarations des allocataires, et elle contrôle, en particulier, la réalité de la charge que leurs enfants constituent pour eux.

Les « Auxiliaires » poursuivent un but unique : « assurer la protection de l'enfance, protection non seulement physique, mais également morale.

Leurs moyens d'action sont de deux sortes :

Une action directe sur la santé de l'enfant, une action indirecte par l'amélioration du foyer » ⁽³⁾.

Les moyens d'action des « Auxiliaires » sur la santé de l'enfant sont le dépistage de ses maladies et celui des contaminations auxquelles la vie familiale l'expose, la liaison et la collaboration avec les services médicaux, les œuvres de vacances, les institutions de rééducation pour arriérés.

Les moyens d'action des « Auxiliaires » sur le foyer ouvrier sont la liaison avec les Offices et les Sociétés d'Habitations à Bon Marché, la morale hygiénique, l'enseignement ménager.

(1) Paris et sa banlieue ont été divisés en 18 secteurs angulaires ayant leur sommet dirigé vers le centre de la Capitale. Le « groupe de secteur » est composé de deux « Auxiliaires ».

(2) Les premières « Auxiliaires » étaient titulaires du diplôme de « Surintendante ».

(3) M^{lle} Hardouin, Rapport précité au IV^e Congrès National des Allocations Familiales.

En 1923, elles ont fait inscrire 1.200 bébés dans les consultations de nourrissons, hospitaliser 500 enfants malades, examiner 5.000 enfants au dispensaire, placer 600 enfants à la campagne ⁽¹⁾.

Elles ont fait, en 1926, à 19.290 familles, représentant 81.880 enfants, 85.260 visites. « La plupart de ces visites ont été faites automatiquement à l'occasion de la naissance ; 716 ont été faites à la demande des employeurs et 8.217 à la suite de lettres des familles demandant une visite » ⁽²⁾. Ce que fait ressortir ce dernier chiffre, c'est la confiance qu'une population ouvrière dont l'esprit de classe est ardent a librement donnée aux « Auxiliaires » de la Caisse de Compensation de la Région Parisienne.

Estimant qu'« en matière sociale comme dans les affaires, il est de bonne administration, plutôt que de créer, d'utiliser ce qui existe et d'éviter les doubles emplois » ⁽³⁾, le Comité commun pour l'hygiène de l'Enfance constitué entre les Caisses d'Allocations Familiales de la Région Lyonnaise ⁽⁴⁾ n'a pas organisé de service d'infirmières visiteuses, mais il s'est assuré, pour l'exécution de ses services d'hygiène de l'enfance, la collaboration de Visiteuses de la Fondation Franco-Américaine pour l'Enfance à Lyon ⁽⁵⁾.

Une surveillance technique de la grossesse et de l'allai-

(1) Cf. : M^{lle} Hardouin, même rapport.

(2) Extrait du rapport de gestion présenté à l'Assemblée Générale de la Caisse de Compensation de la Région parisienne du 9 juin 1927, rapport cité par M. de Roux, dans son article sur « Les infirmières visiteuses », paru dans l'« Action Française » du 17 juillet 1927.

(3) Rapport précité de M. Abel Durand présenté au IV^e Conseil National des Allocations Familiales.

(4) Créé le 1^{er} septembre 1921, le Comité commun est l'émanation de la Caisse des Allocations Familiales de Lyon et de la Région et de l'Association Familiale Lyonnaise de la Teinture, de l'Impression et de l'Apprêt.

(5) Voir p. 58 et suivantes.

tement maternel combinée avec l'allocation de primes de naissance et d'allaitement, telle est l'œuvre réalisée, avec le concours de la « Caisse de la Natalité Lyonnaise » ⁽¹⁾, par le Comité commun. Exercée par le gynécologue à la consultation prénatale, et, plus tard, par le pédiatre à la consultation de nourrissons, cette surveillance est complétée à domicile par la Visiteuse de l'Enfance, qui assure la liaison entre les familles et le Comité.

Les Caisses lyonnaises n'ont pas limité à la mère et à l'enfant du premier âge leur sollicitude. L'étendant aux enfants d'âge scolaire, le Service d'hygiène de l'Enfance de leur Comité commun a rassemblé sur ces enfants une documentation précise, entrepris leur éducation hygiénique ainsi que celle de leurs parents, et il leur assure, indépendamment des soins spéciaux qu'exige leur santé ⁽²⁾, des cures d'air et de soleil à la campagne et au bord de la mer ⁽³⁾. En prolongeant son action au foyer de ces bénéficiaires, en améliorant, d'une part, la tenue de leur logement, d'autre part, leur régime alimentaire, c'est-à-dire le milieu familial de l'enfant, les Visiteuses de la F. F. A. augmentent le rendement social du Service d'hygiène de l'Enfance ⁽⁴⁾.

La Caisse de Compensation de la région parisienne et les Caisses d'Allocations Familiales de la région lyonnaise sont des groupements régionaux. La Caisse de Compen-

(1) Cf. : D^r Clotilde Mulon : « Allocations pour l'allaitement à domicile », *in* « Médecine Sociale », op. cit., p. 378 à 381.

(2) Le Comité commun a créé un service oto-rhino-laryngologique et un service dentaire. Il a passé des conventions avec un service radiologique.

(3) Le Comité commun possède et administre directement un établissement de cures hélio-marines (Sylvabelle) et un établissement de cures d'air (Varcy).

(4) Cf. : Conférence filmée faite par le D^r Perret au II^e Congrès National des Caisses de Compensation sur le Service d'hygiène de l'Enfance des Caisses de la Région lyonnaise. (Brochure de la Caisse des Allocations Familiales de Lyon et de la Région).

sation du Bâtiment et des Travaux Publics de Paris est une Caisse corporative, symbole de la solidarité étroite des différentes professions du bâtiment. Créé en avril 1922, son Service de l'Hygiène de l'Enfance est essentiellement un service social, dont les Infirmières-Visiteuses collaborent avec un service médical bien outillé.

Veillant « du berceau à la tombe » ⁽¹⁾ sur les familles des ouvriers du bâtiment, les Visiteuses de la Caisse ont fait admettre, en 1924 ⁽²⁾, 390 mères dans les Services de Maternité des hôpitaux de Paris et de la Seine. Elles leur ont fait allouer 138 primes à la natalité et 390 primes d'allaitement. Elles ont fait régulariser, d'autre part, 91 états civils, et elles ont trouvé du travail à 110 chômeurs pères de famille. La portée de leur action sociale est donc très vaste, et c'est l'ensemble des besoins de la famille populaire que cette action tend à combler.

Quant à leur action médico-sociale, elle s'exerce régulièrement dans les quatre dispensaires créés par la Caisse ⁽³⁾, où 85 o/o des familles convoquées par leurs soins se sont présentées en 1924.

Les auxiliaires sociales se révèlent donc, dans le cadre économique tout comme dans le cadre administratif, les bonnes fées de la mère et les anges gardiens de l'enfant ⁽⁴⁾.

(1) M^{me} Javelle, surintendante à la Caisse de Compensation du Bâtiment et des Travaux Publics; rapport présenté à la 4^e Assemblée Générale de l'Association des Surintendantes de France, le 13 février 1923.

(2) M^{me} Javelle, rapport présenté au V^e Congrès National des Allocations Familiales.

(3) Dans ses quatre dispensaires de médecine générale, la Caisse du Bâtiment a ouvert des consultations prénatales, des consultations postnatales et des consultations de nourrissons. Elle a créé des consultations des cliniques de spécialités (radiologie, chirurgie, ophtalmologie, oto-rhino-laryngologie, service dentaire). Elle a créé, enfin, un service de prophylaxie spécifique où les parents sont traités avec les enfants.

(4) Cf. : p. 53, note 1.

CONCLUSION

Nous avons essayé de définir le rôle nouveau joué, dans les domaines de l'hygiène et de l'aide sociales, par les auxiliaires sociales. Nous avons examiné ensuite leur formation et leur technique. Nous avons étudié enfin leur participation au fonctionnement des institutions protectrices de la maternité et de la première enfance.

Entre toutes les institutions, en effet, au fonctionnement desquelles concourt l'auxiliaire sociale, les institutions protectrices de la maternité et de la première enfance offrent, non seulement parce qu'elles sont nombreuses, parce qu'elles sont diverses ⁽¹⁾, mais parce qu'elles sauvegardent, en définitive, l'avenir de la race, un intérêt de premier ordre.

Pour que prospère la société française, il faut, d'abord, qu'elle continue.

Mais en vain l'auxiliaire sociale serait-elle l'appui de la mère, et en vain combattrait-elle aussi, avec la mortalité, la mortalité infantile, si elle n'attaquait pas leurs pourvoyeurs. A la tuberculose et au taudis, à la syphilis et à l'alcool elle fait donc, obstinément, la guerre.

Dans le domaine de l'hygiène scolaire et de l'hygiène industrielle, dans le domaine de l'hygiène morale et dans

(1) 1.468 œuvres de protection de la première enfance étaient subventionnées par l'Etat en 1925. Cf. Rapport général présenté par le D^r Lesage à la « Journée de l'Enfance », à Paris, le 27 juin 1925. Compte rendu, p. 26.

celui de l'aide à la famille, dans le domaine de la police ⁽¹⁾ et dans celui de l'hygiène mentale, elle est appelée, à l'avenir, à multiplier ses interventions avec une autorité croissante. Demain, elle secondera l'action des Caisses d'Assurances sociales.

Le développement des services sociaux ou services d'auxiliaires sociales soulève deux catégories de problèmes : des problèmes d'ordre administratif et des problèmes d'économie sociale. Sans avoir l'ambition de les résoudre, nous nous bornerons à les poser.

Le développement des services sociaux soulève des problèmes d'ordre administratif. Ces problèmes sont un problème d'organisation, un problème de personnel et un problème financier.

Un problème d'organisation. L'organisation des services sociaux demeure, en France, embryonnaire ⁽²⁾. Appartient-il aux pouvoirs publics ou aux initiatives privées de

(1) Cf. D^r Toulouse, « La Police féminine », article paru dans « Le Quotidien » du 5 juillet 1927 : « La police féminine doit être un corps d'assistantes sociales. »

(2) C'est ce qui est mis en lumière par le fait que « dans 37 départements, a écrit M^{lle} Chaptal dans le rapport qu'elle a présenté au Congrès du Redressement français sur les Infirmières d'hygiène et les Assistantes sociales, il y a plus de dispensaires (d'hygiène sociale) que d'infirmières » et que « pour 81 départements, nous possédons 177 infirmières de l'enfance ». (Cf. 17^e Cahier du Redressement français, p. 7 et 8).

C'est ce qui est encore mis en lumière par le fait que l'Inspection médicale scolaire ne fonctionnait, en 1926, avec le concours d'Assistantes, que dans neuf départements, ainsi que dans une ou plusieurs communes de dix-huit départements. (Cf. Rapport présenté par M^{lle} J. Delagrangé au Congrès de l' « Alliance d'Hygiène sociale » à Reims, octobre 1926).

C'est ce qui est enfin mis en lumière par le fait que le nombre des Surintendantes en fonctions dans les usines et les grandes administrations ne dépasse pas 150.

la compléter ? ⁽¹⁾ Dans quel cadre ? ⁽²⁾ Hygiénistes et travailleuses sociales sont en désaccord sur ces questions.

C'est par la coordination, dans le cadre départemental, de l'action des pouvoirs publics et des initiatives privées qu'il faut résoudre, à notre avis, ce problème d'organisation ⁽³⁾.

Le développement des services sociaux soulève un problème de personnel.

Les questions du recrutement, de la formation et de la rémunération des auxiliaires sociales ont été magistralement traitées par M^{lle} Chaptal, dans le rapport qu'elle a présenté au Congrès du Redressement français sur les Infirmières d'hygiène et les Assistantes sociales ⁽⁴⁾.

La solution de ce problème sera facilitée, à notre avis, par l'octroi aux auxiliaires sociales des administrations

(1) Dans une première opinion, dont M. le Docteur Rist est l'un des plus éloquents interprètes, les pouvoirs publics doivent financer, contrôler et coordonner l'action des services sociaux qu'il appartient exclusivement aux initiatives privées d'organiser et de gérer.

Dans une seconde opinion, que M. Marius Sarraz-Bournet a défendue avec force dans le rapport qu'il a présenté au VII^e Congrès National d'Assistance publique et privée (Nancy, 27-30 octobre 1927), « la lutte contre les fléaux sociaux doit être menée par des services publics », et il appartient donc aux pouvoirs publics d'organiser les services sociaux.

(2) C'est dans le cadre de la région et de la circonscription sanitaires que s'inscrit l'organisation d'hygiène dont le principe a été adopté par l'Académie de Médecine dans sa séance du 26 avril 1921. (Cf. : Fernand Bourgoïn, « les projets de révision de la loi du 15 février 1902 sur la Protection de la Santé publique », p. 56 et suivantes).

C'est dans le cadre du département que s'inscrit l'organisation d'hygiène élaborée par M. Paul Strauss dans son projet de loi portant modification de la loi du 15 février 1902.

(3) Cette coordination a été heureusement réalisée, dans le département de la Seine-Inférieure, par M. le Préfet Lallemand.

(4) Cf. : 17^e Cahier du Redressement français, p. 1 à 12.

En ce qui concerne la formation des auxiliaires sociales, le D^r René Sand écrit, dans son article précité sur « Les Ecoles de Service Social », que « L'Ecole de Service Social idéale est celle

publiques et des organisations privées de sérieuses garanties de carrière ⁽¹⁾.

Le développement des services sociaux soulève, enfin, un problème financier. La solution en est, à tout le moins quant aux charges qui sont supportées par les pouvoirs publics ou par les industriels, d'autant plus aisée que le rendement économique des auxiliaires sociales est remarquable ⁽²⁾.

Ce ne sont pas seulement des problèmes administratifs, mais aussi des problèmes d'économie sociale que soulève le développement des services sociaux. Ces problèmes ont trait à l'origine, à la productivité et à l'avenir du service social, cette « forme scientifique de la philanthropie » ⁽³⁾.

« A l'origine du Service social, a dit, nous l'avons vu,

qui résulte de la coopération de l'Université, des administrations intéressées, des œuvres sociales et des résidences sociales ».

(1) Cf. Règlement intérieur des Dispensaires d'Hygiène sociale, p. 12 à 16 : Statut des Infirmières-Visiteuses de Dispensaires antituberculeux.

(2) Cf. : p. 16 et 17.

Les dépenses afférentes au fonctionnement des services sociaux organisés par les pouvoirs publics peuvent être partagées entre l'Etat, les départements et les communes, dans les conditions stipulées au projet de loi organisant un service obligatoire d'Inspection médicale des écoles.

Ce texte précise, en effet, dans son article 9, que « les dépenses nécessitées par l'application de la présente loi sont obligatoires et sont supportées par les communes, les départements et l'Etat, dans les conditions fixées aux articles 27, 28 et 29 de la loi du 15 juillet 1893 sur l'assistance médicale gratuite.

Les dépenses à la charge de l'Etat seront inscrites au budget du ministère chargé de l'Hygiène publique.

Les dépenses à la charge des départements seront inscrites au chapitre du budget relatif à la protection de la santé publique ».

(3) D^r René Sand, « La Cinquantième Réunion annuelle de la Conférence Nationale Américaine du Service Social », article paru dans « Le Service Social » de juillet 1923,

le Docteur Rist ⁽¹⁾, il y a une idée très moderne, l'idée de rendement ». A l'origine du service social, il y a une autre idée moderne, celle de spécialité.

A la fois morale hygiénique et assistance éducative, le service social n'est ni une hygiène, ni une morale, ni un enseignement, ni une assistance. Il a son histoire, sa technique et ses méthodes propres. Pour l'application de cette technique comme pour l'emploi de ces méthodes, seules sont qualifiées des spécialistes professionnellement formées à leur connaissance et à leur pratique. Ces spécialistes, ce sont les auxiliaires sociales.

C'est non seulement le problème des origines du service social, mais c'est encore le problème de sa productivité que soulève le développement des services d'auxiliaires sociales. Cette productivité ne se réduit pas plus à l'allègement des budgets de l'hygiène et de l'assistance qu'à l'amélioration du rendement du travail dans l'industrie. Le capital dont le service social, en augmentant son rendement social, augmente essentiellement la valeur, c'est le capital humain de la nation.

Le dernier problème soulevé par le développement des services sociaux, c'est celui de l'avenir du service social.

Lorsque l'auxiliaire sociale a reconstitué un foyer, relevé une famille, ou qu'elle a rendu sa dignité à une mère abandonnée, elle disparaît. Son effacement sanctionne la perfection de son œuvre.

Cet effacement caractérise l'idéal du service social. C'est lorsqu'il sera devenu inutile qu'il aura pleinement atteint son but.

Ce but, dans une France au travail, mais dont les plaies sont mal fermées, est encore loin d'être en vue. L'avenir du service social est dans son développement continu, et, au siècle où triomphera l'idéologie du rendement, le plus noble des rendements sera celui des services sociaux.

(1) Cf. p. 13, note 1.

Vu : *Le Doyen*,
H. BERTHÉLEMY.

Vu : *Le Président*,
Achille MESTRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et Thèses

- ARMAND-DELILLE (P.-F.). — *L'Assistance sociale et ses moyens d'action*. Alcan, Paris, 1922.
- BOURGUIN (Fernand). — *Les projets de révision de la Loi du 15 Février 1902 sur la Protection de la Santé publique* (Thèse). (*La Vie Universitaire*, Paris 1922).
- CABOT (Major Richard C.). — *Essais de Médecine sociale*. Crès, Paris 1919.
- CESTRE (Charles). — *Protection industrielle et Justice sociale en Amérique*. Marcel Rivière, Paris, 1921.
- DEROY (Henri). — *Les Œuvres du Moulin-Vert* (Thèse). *Les Œuvres du Moulin-Vert*, Paris, 1927.
- FAYOL (Henri). — *Administration industrielle et générale*. Dunod, Paris, 1925.
- FORD (Henry). — *Ma vie et mon Œuvre*. Payot, Paris, 1927.
- GARDNER (Mary Sewall). — *L'Infirmière Visiteuse*. Les Presses Universitaires de France, Paris, 1926.
- GLEIZE (Henry). — *Ce que l'Ingénieur social doit savoir*. Alcan, Paris, 1924.
- ICHOK (F.). — *La protection sociale de la santé*. Marcel Rivière, Paris, 1925.
- KREBS-JAPY (M^{me} Ed.) — *Le Service Social à l'Hôpital* (Thèse Médecine). Les Presses Universitaires de France, Paris, 1923.
- MAISONNEUVE (Pierre de). — *Les Institutions sociales en faveur des ouvrières d'usine* (Thèse). Les Presses Universitaires de France, Paris, 1923.
- MAUVEZIN (Louise). — *Rose des Activités féminines*. Editions des Roses, Bordeaux, 1926.
- MIALANE (Lucien). — *La Criminalité juvénile* (Thèse). Pedone, Paris, 1926.
- MOREAU (Armand). — *L'Œuvre sociale du P. L. M.* (Thèse). Pierre Bossuet, Paris, 1927.
- PERRET (Docteur Emmanuel). — *Les Visiteuses de l'Enfance* (Thèse Médecine). Imprimerie J. Jeannin, Trévoux, 1919.
- PINOT (Robert). — *Les Œuvres sociales dans les industries métallurgiques*. Paris.
- « RERUM NOVARUM ». — *Commentaire pratique de l'Encyclique*. Spes, Paris, 1925.

- RICHMOND (Mary E.). — *Les Méthodes nouvelles d'Assistance*, Alcan, Paris, 1926.
- SIEGFRIED (André). — *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*. Armand Colin, Paris, 1927.
- TARDIEU (André). — *Devant l'Obstacle*. Emile Paul, Paris, 1927.
- TOLMAN (William H.). — *L'Œuvre de l'Ingénieur Social*. Vuibert et Nony, Paris 1910.
- Traité de Pathologie médicale et de Thérapeutique appliquée*, par le Professeur Emile SERGENT, L. RIBADEAU-DUMAS, L. BABON-NEIX, tome XXXIII, *Médecine Sociale*. Maloine, Paris, 1925.

Rapports administratifs et parlementaires

Enquête administrative

- Henri SELLIER et Henri ROUSSELLE. — *L'Office Public d'Hygiène Sociale du département de la Seine*. Rapports présentés au Conseil général de la Seine (Décembre 1920 - Décembre 1922). Edition de l'Office Public d'Hygiène Sociale du département de la Seine.
- FADAUD (M. le Député). — *Rapport sur :*
- 1° *Le projet de Loi portant modification de la Loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique.*
 - 2° *La proposition de Loi de M. Pierre Even, relative au même objet. Journal Officiel. Documents parlementaires. Chambre. Annexes. Session ordinaire 1924, 27 Novembre 1924. Annexe n° 319, pages 1186 et suivantes.*
- THIBOUT (M. le Député). — *Rapport sur la proposition de Loi de M. Gilbert Laurent, tendant à la création de l'Inspection médicale dans les écoles primaires, publiques et privées. Journal Officiel. Documents parlementaires. Chambre. Annexes. Session ordinaire 1924, 27 Novembre 1924. Annexe n° 320.*
- BRISAC (M. le Directeur de l'Office National d'Hygiène Sociale). — *L'Office National d'Hygiène Sociale. Rapport sur le fonctionnement et l'activité de l'Office, depuis sa fondation. Journal Officiel du 11 Novembre 1926.*
- AUBLANT (M. l'Inspecteur Principal des Services d'Hygiène du département de l'Hérault). — *Bilan sanitaire du département de l'Hérault. Enquête. 12 Mai 1926. Office National d'Hygiène Sociale.*
- AUBLANT (M. l'Inspecteur Principal des Services d'Hygiène du département de l'Hérault). — *Rapport au Conseil général de l'Hérault. Session d'Avril 1927. Office Départemental d'Hygiène Sociale de l'Hérault.*

Rapports et Conférences

CHAPTAL (M^{lle}), Directrice de la Maison-Ecole d'Infirmières Privées. — *Du rôle de l'Infirmière Visiteuse et de l'Assistante sociale dans l'application des lois et règlements d'assistance.* Rapport présenté au VII^e Congrès National d'Assistance publique et privée (Nancy, 27-30 Octobre 1927).

DAUTRY (Raoul), Ingénieur en Chef à la Compagnie des Chemins de fer du Nord. — *Rapport présenté au nom de la Compagnie des Chemins de fer du Nord à la première commission « Le Foyer » des Etats généraux de la Famille française.* Deuxième session, Rouen, 12 Mai 1923.

— *Les Cités-Jardins du Chemin de fer du Nord.* Rapport présenté au Congrès de l'Alliance d'Hygiène sociale. (Strasbourg, 23-25 Septembre 1923).

DELAGRANGE (M^{lle} J.), Directrice du Bureau Central des Infirmières, à l'Office National d'Hygiène Sociale. — *Rapport fait au nom de la Commission des Assistantes d'Hygiène scolaire de l'Union des Grandes Associations françaises pour l'Essor national.* Janvier 1925.

— *Rapport fait au Congrès de l'Alliance d'Hygiène sociale.* (Reims, Octobre 1926).

FRITSCH (M^{lle} Y.), Directrice des Infirmières Visiteuses de la Fédération des Œuvres girondines de Protection de l'Enfance. — *Le rôle des Infirmières Visiteuses dans la lutte contre la syphilis héréditaire.*

GRANGE (M^{lle} Marguerite), Surintendante à la Compagnie des Chemins de fer du Nord. — *Exposé de l'Activité sociale dans les Cités-Jardins de la Compagnie du Nord* fait, le 21 Décembre 1925, au Lyceum-Club.

HAZEMANN (Docteur), Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène de la Ville de Vitry-sur-Seine. — *Organisation sanitaire de Vitry-sur-Seine* (Seine), 1926. — *Service des Infirmières de secteur de Vitry-sur-Seine*, Octobre 1926.

HUC (J.), Inspecteur Divisionnaire du Service du Personnel (Œuvres sociales) à la Compagnie des chemins de fer de Paris à Orléans. — *La Compagnie Paris-Orléans et les Surintendantes.* Paris, le 15 Avril 1926.

LALLEMAND (Charles), ancien Préfet de la Seine-Inférieure. — *Conférence du 2 Mars 1921 au Musée Social.*

NOUFFLARD (M^{lle} A.), Directrice de l'œuvre « Le Service Social à l'Hôpital ». — *Mémoire sur « Le Service Social à l'Hôpital ».* Octobre 1926.

KOCAS (Docteur), Secrétaire Général de la Fédération des Œuvres girondines de protection de l'Enfance. — *Rapport présenté au Congrès des 28-29 Novembre 1924 du Comité girardin de l'Alliance d'Hygiène sociale.* — *Discours prononcé à l'Inaugu-*

ration du Centre de Protection de l'Enfance à Bordeaux, le 24 Juillet 1925. — Quelques considérations sur le rôle des Infirmières Visiteuses dans la Lutte contre la mortalité infantile. — Le rôle économique des Infirmières-Visiteuses.

SAND (Docteur René), Secrétaire Général de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge. — *Les Surintendantes d'Usine et le rôle des industriels dans les œuvres sociales.* Conférence donnée à la Société belge des Ingénieurs et des Industriels, le 21 Novembre 1922, et parue dans *Le Service Social* d'Octobre-Novembre 1923.

SARRAZ-BOURNET (Marius), Inspecteur Général des services administratifs du Ministère de l'Intérieur. — *La lutte contre les grands fléaux sociaux (tuberculose, syphilis, cancer, dépopulation).* Rapport général présenté au VII^e Congrès National d'Assistance publique et privée (Nancy, 27-30 Octobre 1927).

Congrès (Comptes-rendus des)

Congrès des Institutions d'Assistance et d'Hygiène sociales. Paris, 1^{er} au 7 Juillet 1921.

Congrès National des Caisses de Compensation. Paris, 4 Juillet 1921.

II^e Congrès National des Caisses de Compensation. Grenoble, 22 Mai 1922.

IV^e Congrès National des Allocations familiales, Mulhouse, 26-27 Mai 1924.

V^e Congrès National des Allocations familiales, Rouen-Le Havre, 8-10 Juin 1925.

VI^e Congrès National des Allocations familiales, Marseille-Toulon-Cannes-Nice, 10-13 Mai 1926.

Congrès international de Protection maternelle et infantile, Paris, 6-8 Juillet 1922.

La Journée de l'Enfance, Paris, 27-28 Juin 1925.

Congrès des Associations d'Hygiène sociale, Paris, 7 Novembre 1925.

Congrès international d'Orientation professionnelle féminine, Bordeaux, 23-26 Novembre 1926.

Congrès du Redressement Français, Paris, Avril 1927.

3^e, 8^e, 10^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e et 24^e *Cahiers du Redressement Français.*

Assemblées Générales (Comptes-rendus d')

Pour l'Enfance et la Famille par l'Aide sociale. — 7^e Assemblée Générale, Paris, 2 Février 1927.

Fondation Franco-Américaine pour l'Enfance à Lyon. — Assemblées Générales des 16 janvier 1925 et 16 Février 1927.

- Le Foyer des Campagnes*, 371, rue de Vaugirard, Paris (xv^e). — Assemblées Générales des 28 Octobre 1926 et 26 Mai 1927.
- Les Foyers Féminins de France*, 47, rue du Ponthieu, Paris (viii^e). — Assemblées Générales des 13 mai 1925 et 19 Mai 1926.
- Association pour le développement de l'Hygiène Maternelle et Infantile*, 64, rue Desnouettes, Paris (xv^e). — Assemblée Générale du 24 Février 1926.
- La Maison pour Tous*, 76, rue Mouffetard, Paris (v^e). — Assemblées Générales des 15 Avril 1923 et 25 Mai 1925.
- Maison-Ecole d'Infirmières privées*. — Assemblées générales des 8 Février 1925, 14 Janvier 1926 et 9 Juin 1927.
- La Résidence Sociale*, 3, rue des Champs, Levallois-Perret. — Assemblées Générales des 7 Décembre 1923, 17 Mars 1925, 23 Février 1926, 14 Février 1927.
- Le Service Social de l'Enfance en danger moral*. — Assemblée du 5 Mars 1927.
- Le Service Social à l'Hôpital*. — Assemblées Générales des 5 Février 1923, 18 Février 1924, 9 Février 1925, 8 Février 1926, 24 Février 1927.
- L'Association des surintendantes d'Usines et de Services Sociaux*. — Assemblées Générales des 13 Novembre 1920, 28 Février 1922, 13 Février 1923, 2 Mars 1924, 24 Février 1925, 16 Février 1926.

Bulletins, brochures, monographies, statistiques

- Société des Acières de Longwy* (Exposition de Strasbourg 1923). — Imprimerie Berger-Levrault.
- L'Aide sociale à la Famille*, 5, place du Château, Strasbourg.
- L'Aide aux Familles nombreuses de Rouen*. 27, boulevard des Belges, Rouen.
- Les Œuvres sociales de la Blanchisserie et Teinturerie de Thaon*. 23, rue de Marignan, Paris, 1923.
- Caisse des Allocations Familiales de Lyon et de la Région*.
- Caisse locale générale de Malades de Strasbourg-Ville* (Compte-rendu pour l'exercice 1924). — Strasbourg, Imprimerie Populaire Strasbourgeoise, 1925.
- Comité National de Défense contre la Tuberculose « La Messagère de Santé »*.
- Règlement intérieur des Dispensaires d'Hygiène sociale et de Prévention antituberculeuse*. — Masson, Paris, 1925.
- Fichier central d'Assistance et d'Aide sociale* (Rapport moral pour l'année 1926).
- L'Accueil social Franco-Américain*, 40 bis, rue du Pré-Saint-Gervais, Paris (xix^e).

- Ligue Nationale contre le Taudis* (Etudes et documents, fascicules 2, 3 et 4).
- Compagnie des chemins de fer du Midi*. — Institutions de la Compagnie du Midi en faveur de son personnel. — Dispensaire de Toulouse. — Dispensaire de Bordeaux.
- Compagnie des chemins de fer du Nord*. — Statistiques.
- Les Œuvres sociales dans les Etablissements du Centre de la Compagnie des Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons*. — *Usines Saint-Jacques, à Monlluçon*. — Imprimerie Ernest Deseint, Coulommiers, 1924.
- Œuvres sociales de Michelin et C^{ie}*. — Clermont-Ferrand, 1927.
- L'Office Central des Œuvres de Bienfaisance*. — Annuaire : Exercice 1925-1926.
- L'Office Social havrais*. — Monographie de M. Lévêque, chef de la section sociale du *Redressement Français*, en date du 17 Mai 1926.
- Les Etablissements Schneider*. — *Economie sociale*. — Imprimerie Générale Lahure, Paris, 1912.
- Association des Surintendantes de France* (Bulletin n° 1, Avril 1920, Bulletin n° 2, Août 1920).

Périodiques

- Le Correspondant*, n° du 23 Juin 1922. — *Activités et Dévouements féminins*, par Max TURMANN.
- L'Ame Française*, n°s des 23 et 30 Septembre 1922. — *Ce que peut être un service du personnel*, par J. P.
- L'Ingénieur Constructeur*, n° de Février 1923. — *Une Œuvre Sociale du Réseau du Nord*, par Raoul DAUTRY.
- Revue d'Hygiène et de Police sanitaire*, n° de Mai 1923. — *Organisation et fonctionnement des Services d'Hygiène publique et sociale dans le département de l'Hérault*, par H. BERTIN-SANS et L. AUBLANT.
- Vers la Santé*, n° de Mai 1924. — *Les Surintendantes d'Usine*, par le Docteur René SAND.
- L'Ami du Foyer*, n° de Septembre 1924. — *Les carrières sociales pour les femmes*, par M^{me} C. BRUNSCHVIG.
- La Conserverie française*, n° de Janvier 1925. — *Les Surintendantes, auxiliaires des Caisses de Compensation*, par M^{me} C. BRUNSCHVIG.
- Revue d'Hygiène*, n° de Juillet 1925. — *Le Service Social à l'Hôpital*, par le Docteur E. RIST.
- Foi et Vie*, n° du 16 Avril 1926. — *Le Tribunal de la Jeunesse, à Vienne*, par Olga A. SPITZER.

Annales d'Hygiène publique, industrielle et sociale, n° de Septembre 1926. — *Organisation d'un service social à Vitry-sur-Seine*, par le Docteur HAZEMANN.

La Vie Médicale, n° du 28 Janvier 1927. — *L'Armement anti-tuberculeux français*, par le Professeur Léon BERNARD et le Docteur G. POIX.

Revue de phthisiologie médico-sociale, n° de Juin 1927. — *L'Infirmière Visiteuse*, par M^{lle} CHAPTAL.

Le Progrès Civique, n° du 4 Juin 1927. — *La criminalité des enfants et des adolescents*, par Maxime LEROY.

Le Mouvement Sanitaire, n° du 31 Décembre 1927. — *Essai sur l'Organisation technique d'un service social dans une Ville de Banlieue parisienne*, par le Docteur HAZEMANN.

La Revue des Vivants, n° de Mars 1928. — *Confession d'un radical-Socialiste*, par Edouard HERRIOT.

Le Progrès Civique, n° du 3 Mars 1928. — *L'action sociale féminine*, par Maurice CHARNY.

Collection de *La Française*.

Quotidiens

L'Action Française.

Le Populaire.

Le Quotidien.

Le Temps.

Ouvrages étrangers

BOSANQUET (Helen). — *Social work in London, 1869 to 1912.* J. Muray, London, 1914.

BROGDEN (Margaret S.). — *Handbook of organisation and method in hospital social service.*

— *Remington Cy*, Baltimore, 1922.

CABOT (Richard C.). — *Social service and the art of healing.* Moffat, Yard and Cy, New-York, 1917.

— *Social Work ; essays on the meeting ground of doctor and social worker.* Houghton Mifflin Cy, Boston and New-York, 1919.

CANNON (Ida M.). — *Social Work in Hospitals.* Russell Sage Foundation, New-York, 1923.

HARRISON (Shelby M.). — *Welfare problem in New-York City.* Welfare Council of New-York City, New-York, 1926.

HENDERSON (Charles R.). — *The social spirit in America.* Scott, Foresman and Cy, Chicago, 1903.

HENDRICKS (Geneviève P.). — *Handbook of social resources of the United States.* The American Red Cross, Washington D. C., 1921.

- HOLDEN (Arthur L.). — *The Settlement idea. A vision of social justice.* The Macmillan Cy, New-York, 1922.
- JOHNSON (Alexander). — *Adventures in social welfare.* The author, Fort Wayne, Indiana, 1923.
- RICHMOND (Mary Ellen). — *Social Diagnosis.* Russell Sage Foundation, New-York, 1917.
- *Social case work.* Russell Sage Foundation. New-York, 1922.
- RUSHMORE (Elsie M.). — *Social worker's guide to the serial publications of representative social agencies.* Russell Sage Foundation, New-York, 1921.
- SPENCER (Herbert). — *Social Statics.* D. Appleton and Cy New-York, 1868.
- TUFTS (James H.). — *Education and Training for social work.* Russell Sage Foundation, New-York, 1923.
- NOTA. — *Tous ces ouvrages font partie du fonds de la Bibliothèque américaine, 10, rue de l'Elysée, à Paris.*
- BYINGTON (Margaret F.). — *What social workers should know about their own communities.* Russell Sage Foundation, New-York, 1912.
- COOLEY (Edwin J.). — *Standards of Probation.* Published by the States Probation Commission. Albany, New-work.
- Juvenile-Court Standards.* Washington government Printing Office, 1923.

Périodique étranger

Collection du *Service Social* de Bruxelles.

Table Analytique des Matières

	Pages
INTRODUCTION. — <i>Les services auxiliaires des armées et les services auxiliaires des institutions d'hygiène et d'aide sociales</i>	5
CHAPITRE I. — LE RÔLE DES AUXILIAIRES SOCIALES....	7
§ 1. — <i>Essai de définition des services sociaux :</i>	
Les services sociaux, services publics.....	7
Les services sociaux, services auxiliaires des institutions d'hygiène et d'aide sociales.....	7
Les services sociaux définis par les techniciens de l'assistance sociale	8
Les textes réglementaires sanctionnant la dénomination de services sociaux donnée aux services auxiliaires des institutions d'hygiène et d'aide sociales.....	9
La dénomination amphibologique des services sociaux....	10
Les caractères des services sociaux.....	10
Les services sociaux pourvoient aux besoins d'origine sociale de l'homme, besoins dont la nature est à la fois une et complexe	11
Les services sociaux remplissent la fonction sociale des administrations publiques, des entreprises et des œuvres privées	11
La fonction sociale, fonction essentielle des administrations publiques	11
La fonction sociale, fonction essentielle des entreprises privées	12
Les services sociaux, rouages des établissements publics ou privés, dont ils remplissent la fonction sociale....	13
Les services sociaux, auxiliaires des institutions d'hygiène et d'aide sociales	14
Les services sociaux, services de prophylaxie sociale.....	15
Les services sociaux, services de rendement social.....	16

§ II. — *Essai de classification des services sociaux :*

Difficultés de la classification des services sociaux.....	18
Classification des services sociaux d'après la nature des besoins auxquels ils parent.....	18
Classification des services sociaux d'après la nature des administrations dont ils dépendent.....	19
Classification des services sociaux d'après la nature des institutions dont ils sont les auxiliaires.....	19
Définition du rôle des auxiliaires sociales.....	21

CHAPITRE II. — FORMATION ET TECHNIQUE DES AUXILIAIRES SOCIALES 23

§ I. — *La formation des auxiliaires sociales :*

Auxiliaires sociales, et non auxiliaires sociaux.....	23
Les principes de la formation de l'auxiliaire sociale.....	24
Les principes de l'enseignement du service social.....	25
Programme-type de l'enseignement du service social.....	26
Ecoles européennes et américaines de service social.....	28
Les écoles françaises de service social.....	28
L'Ecole Normale sociale de l'Institut catholique.....	28
L'Ecole Pratique de service social.....	29
Les deux écoles de l'Association des Surintendantes d'Usines et de Services sociaux.....	30
L'Ecole de Formation sociale de Strasbourg.....	31
L'Ecole d'Action familiale	31
L'Ecole d'application du Service Social.....	32
Le Comité d'Entente des Ecoles Sociales.....	32
L'enseignement du service social est privé de sanction officielle	32
Les écoles françaises d'infirmières visiteuses	33
L'enseignement donné dans les écoles d'infirmières visiteuses reconnues administrativement est sanctionné par le diplôme d'infirmière de l'Etat français.....	33
Le Bureau Central des Infirmières	33
Caractères de la formation des infirmières visiteuses....	33
Les fonctions d'infirmière visiteuse et d'assistante sociale doivent-elles être associées ou disjointes ?.....	34

§ II. — *La technique des auxiliaires sociales :*

L'auxiliaire sociale, agent de liaisons sociales.....	36
---	----

Le dépistage des besoins sociaux.....	37
Technique sociale ou technique médico-sociale.....	38
L'enquête sociale	38
Diagnostic social et traitement social.....	40
L'éducation	40
Education hygiénique	40
Education économique	40
Education ménagère	41
Education juridique	41
Education mentale	42
Education morale	42
Les renseignements	42
Les liaisons	43
La coordination des efforts sociaux.....	44
L'auxiliaire sociale, organe de la coordination des efforts sociaux	45
L'esprit du service social.....	46

CHAPITRE III. — LA PARTICIPATION DU SERVICE SOCIAL
AU FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS PROTECTRICES
DE LA MATERNITÉ ET DE LA PREMIÈRE ENFANCE..... 49

La situation démographique de la France.....	49
La participation des auxiliaires sociales à la lutte contre la dépopulation	49
Les moyens d'action de l'auxiliaire sociale.....	50
La mortalité infantile	51
Le service social dans le cadre administratif de la France et dans son cadre économique.....	53

§ I. — *L'œuvre du service social dans le cadre administratif :*

L'œuvre du service social dans le cadre départemental..	53
Les Services d'Hygiène et d'Assistance sociale du Ministère des Régions Libérées.....	53
Leur histoire	54
Leurs cadres	54
Leur organisation	54
Leur œuvre	56
Le service social du Comité américain pour la France dévastée	56

L'œuvre du service social dans le cadre cantonal.....	57
Les Centres cantonaux de Puériculture des départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.....	57
L'œuvre du service social dans le cadre communal.....	57
La Fondation franco-américaine pour l'Enfance à Lyon..	58
Son organisation	58
Ses liaisons avec les hôpitaux lyonnais.....	59
— — services du département du Rhône..	59
— — services municipaux de la ville de Lyon	59
— — œuvres privées	59
— — organisations patronales	60
Ses visiteuses de district.....	60
Ses finances	60
Son œuvre	61
La Fédération des Œuvres Girondines de Protection de l'Enfance	61
Sa constitution	62
Son service social.....	62
Son action dans le domaine de l'hygiène maternelle et infantile	63
Son « Centre de Protection de l'Enfance ».....	64
La grande misère des communes rurales.....	64
L'œuvre du service social dans le cadre du quartier....	65
L'Assistance Maternelle et Infantile de Plaisance.....	65
Son œuvre	65
Son budget	65
Son rendement	65
L'Association pour le développement de l'Hygiène Mater- nelle et Infantile	66
« Pour l'Enfance et la Famille par l'Aide Sociale ».....	66
L'œuvre du service social dans le cadre des Etablissements publics	67
Le service social dans les Maternités de Paris.....	67
L'œuvre du « Service Social à l'Hôpital » dans les Mater- nités de Paris.....	68
Sa mesure	68
Sa peinture	70
Le service social dans les Bureaux de Bienfaisance et dans les Cités des Offices Publics d'Habitations à Bon Marché.	71

§ II. — *L'œuvre du service social dans le cadre économique :*

Le service social dans les usines de guerre.....	72
Le service social de l'Association amicale et de prévoyance de la Préfecture de Police	72
Le service social des Cités-Jardins de la Compagnie du Nord	73
Le service social de la Compagnie d'Orléans.....	74
Le service social de la Compagnie du Midi.....	74
Les Sœurs de la Charité, auxiliaires des institutions protectrices de la Maternité et de l'Enfance.....	74
Le service social à l'usine (L'œuvre des Surintendantes)..	75
Les services sociaux des Caisses de Compensation pour Allocations familiales	76
Le service social de la Caisse de Compensation de la Région parisienne	78
Son histoire	78
Son organisation	78
Son « Enquêteuse » et ses « Auxiliaires ».....	79
Ses moyens d'action	79
Son œuvre	80
Les services d'hygiène prénatale et d'hygiène de l'Enfance du Comité commun pour l'hygiène de l'Enfance des Caisses de la Région lyonnaise.....	80
Sa liaison avec la « Fondation Franco-Américaine pour l'Enfance à Lyon ».....	80
Sa liaison avec la « Caisse de la Natalité Lyonnaise »..	81
Son service scolaire	81
Le Service de l'Hygiène de l'Enfance de la Caisse de Compensation du Bâtiment et des Travaux Publics de Paris.	82
Son œuvre	82
CONCLUSION. — L'intérêt capital de la participation du service social au fonctionnement des institutions protectrices de la maternité et de la première enfance....	83
Les autres activités de l'auxiliaire sociale.....	83
Les problèmes d'ordre administratif soulevés par le développement des services sociaux.....	84
Problème d'organisation	84
— de personnel	85
— financier	86

Les problèmes d'économie sociale soulevés par le développement des services sociaux.....	86
Problème de l'origine du service social.....	86
Problème de la productivité du service social.....	87
Problème de l'avenir du service social.....	87
BIBLIOGRAPHIE. — Ouvrages et thèses.....	89
Rapports administratifs et parlementaires, enquête administrative	90
Rapports et conférences	90
Congrès (Comptes rendus de).....	92
Assemblées générales (Comptes rendus d').....	92
Bulletins, brochures, monographies, statistiques.....	93
Périodiques	94
Quotidiens	95
Ouvrages étrangers	95
Périodique étranger	95
TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.....	97

